

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

États financiers intermédiaires

30 septembre 2024



L'auditeur des Fonds n'a pas révisé les présents états financiers intermédiaires.

Table des matières

Message aux détenteurs de parts	1
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	2
États financiers	
Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine	3
Notes générales aux états financiers	18

Message aux détenteurs de parts

Madame, Monsieur,

Nous sommes heureux de vous faire parvenir le rapport annuel 2024 des fonds communs de placement d'IA Clarington. Les états financiers ci-joints comprennent des renseignements importants concernant vos placements pour la période close le 30 septembre 2024.

Nous vous remercions de votre confiance continue et sommes engagés à vous offrir des solutions de placement actives répondant à vos besoins.

Pour toute question ou pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre conseiller financier ou avec l'équipe du service à la clientèle d'IA Clarington au 1 800 530-0204, ou visiter notre site Web au www.iaclarington.com.

Cordialement,



Catherine Milum
Chef de la direction

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints ont été préparés par Placements IA Clarington inc., gestionnaire du Fonds, et approuvés par le conseil d'administration du gestionnaire. Le gestionnaire est responsable de l'information et des déclarations contenus dans ces états financiers et les autres sections du présent rapport.

Le gestionnaire a maintenu des processus adéquats permettant d'assurer la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et ils comprennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. Les informations significatives sur les méthodes comptables que la direction juge appropriées pour le Fonds sont décrites à la note générale 3 des états financiers.

Le conseil d'administration a la responsabilité de surveiller le processus de présentation de l'information financière et d'examiner et d'approuver les états financiers du Fonds. Il examine également les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les questions d'audit et les problèmes liés à la présentation de l'information financière avec la direction et les auditeurs indépendants.



Catherine Milum
Chef de la direction

13 novembre 2024



Abrar Nantel
Chef de la direction financière

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

États de la situation financière

Aux En milliers (sauf les montants par part)	30 septembre 2024 (non audité) \$	31 mars 2024 (audité) \$
ACTIF		
ACTIF COURANT		
Placements	232 550	227 568
Instruments financiers dérivés		
Contrats à terme standardisés	114	23
Options	2	-
Trésorerie	1 903	493
Marge	16	158
Souscriptions à recevoir	765	73
Sommes à recevoir sur la vente de titres	3 514	5 675
Intérêts, dividendes, distributions et autres montants à recevoir	1 969	2 042
	240 833	236 032
PASSIF		
PASSIF COURANT		
Instruments financiers dérivés		
Contrats à terme standardisés	38	9
Contrats de change	7	11
Options	3	5
Marge	50	4
Sommes à payer sur l'achat de titres	3 643	7 373
Rachats à payer	1 784	83
Distributions à payer	20	-
Charges à payer	30	28
	5 575	7 513
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES	235 258	228 519
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES, PAR SÉRIE		
Série A	7 786	8 453
Série B	9 090	10 486
Série F	17 980	15 144
Série I	163 570	161 957
Série L	125	230
Série LX	-	-
Série O	31 860	28 877
Série W	4 000	2 527
Série X	847	845
NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION		
Série A	655	739
Série B	1 051	1 259
Série F	1 492	1 306
Série I	15 917	16 367
Série L	11	20
Série LX	-	-
Série O	3 096	2 915
Série W	363	238
Série X	71	74

États de la situation financière (suite)

Aux En milliers (sauf les montants par part)	30 septembre 2024 (non audité) \$	31 mars 2024 (audité) \$
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES, PAR PART		
Série A	11,88	11,44
Série B	8,64	8,33
Série F	12,05	11,59
Série I	10,28	9,90
Série L	11,87	11,45
Série LX	-	-
Série O	10,29	9,91
Série W	11,02	10,59
Série X	11,88	11,44

Approuvés au nom du conseil d'administration de Placements IA Clarington inc.



Catherine Milum, chef de la direction



Stephan Bourbonnais, administrateur

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

États du résultat global (non audité)

Pour les périodes closes les 30 septembre	2024	2023
En milliers (sauf les montants par part)	\$	\$
REVENUS		
Intérêts à des fins de distribution	4 450	4 284
Distributions et attributions de fonds de placement	122	1
Prêts de titres	8	9
Autres revenus	43	(1)
Gain (perte) de change sur la trésorerie	5	(8)
Autres variations de la juste valeur des placements et des instruments financiers dérivés		
Placements :		
Gain (perte) net réalisé	1 070	(6 040)
Variation nette de la plus-value (moins-value) latente	7 613	(9 002)
Gain (perte) net sur la juste valeur des placements	8 683	(15 042)
Instruments financiers dérivés :		
Gain (perte) net réalisé	155	139
Variation nette de la plus-value (moins-value) latente	66	9
Gain (perte) net sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	221	148
Total des autres variations de la juste valeur des placements et des instruments financiers dérivés	8 904	(14 894)
	13 532	(10 609)
CHARGES		
Frais de gestion	142	144
Frais d'administration fixe	45	42
Coûts de transactions	14	8
Impôts étrangers retenus à la source	18	-
	219	194
Moins les charges absorbées ou ayant fait l'objet d'une renonciation	(13)	(15)
	206	179
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES	13 326	(10 788)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES PAR SÉRIE		
Série A	417	(485)
Série B	508	(432)
Série F	876	(792)
Série I	9 571	(7 877)
Série L	6	(16)
Série LX	-	-
Série O	1 747	(1 142)
Série W	157	-
Série X	44	(44)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES PAR PART		
Série A	0,59	(0,56)
Série B	0,43	(0,41)
Série F	0,66	(0,52)
Série I	0,59	(0,43)
Série L	0,46	(0,51)
Série LX	-	(0,33)
Série O	0,58	(0,45)
Série W	0,63	-
Série X	0,60	(0,55)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

États de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables (non audité)

Pour les périodes closes les 30 septembre	2024	2023
En milliers	\$	\$
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES AU DÉBUT DE LA PÉRIODE		
Série A	8 453	10 087
Série B	10 486	8 953
Série F	15 144	17 706
Série I	161 957	184 086
Série L	230	417
Série LX	-	8
Série O	28 877	24 002
Série W	2 527	-
Série X	845	1 029
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES		
Série A	417	(485)
Série B	508	(432)
Série F	876	(792)
Série I	9 571	(7 877)
Série L	6	(16)
Série LX	-	-
Série O	1 747	(1 142)
Série W	157	-
Série X	44	(44)
DISTRIBUTIONS AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES		
Revenus nets de placement :		
Série A	(119)	(122)
Série B	(146)	(108)
Série F	(271)	(267)
Série I	(3 263)	(3 216)
Série L	(2)	(3)
Série LX	-	-
Série O	(570)	(416)
Série W	(47)	-
Série X	(12)	(11)
	(4 430)	(4 143)
OPÉRATIONS SUR PARTS RACHETABLES		
Produit d'émission de parts rachetables :		
Série A	22	315
Série B	475	847
Série F	3 375	1 055
Série I	13 793	6 201
Série L	16	97
Série LX	-	-
Série O	4 906	4 195
Série W	1 564	-
Série X	3	9
Réinvestissement des distributions aux détenteurs de parts rachetables :		
Série A	116	119
Série B	142	104
Série F	173	139
Série I	3 264	3 216
Série L	2	3
Série LX	-	-
Série O	567	413
Série W	46	-
Série X	11	10

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

États de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables (non audité) (suite)

Pour les périodes closes les 30 septembre	2024	2023
En milliers	\$	\$
Rachat de parts rachetables :		
Série A	(1 103)	(934)
Série B	(2 375)	(1 269)
Série F	(1 317)	(2 089)
Série I	(21 752)	(15 594)
Série L	(127)	(233)
Série LX	-	(6)
Série O	(3 667)	(2 373)
Série W	(247)	-
Série X	(44)	(157)
	(2 157)	(5 932)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENEURS DE PARTS RACHETABLES		
Série A	(667)	(1 107)
Série B	(1 396)	(858)
Série F	2 836	(1 954)
Série I	1 613	(17 270)
Série L	(105)	(152)
Série LX	-	(6)
Série O	2 983	677
Série W	1 473	-
Série X	2	(193)
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENEURS DE PARTS RACHETABLES À LA FIN DE LA PÉRIODE		
Série A	7 786	8 980
Série B	9 090	8 095
Série F	17 980	15 752
Série I	163 570	166 816
Série L	125	265
Série LX	-	2
Série O	31 860	24 679
Série W	4 000	-
Série X	847	836

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Tableaux des flux de trésorerie (non audité)

Pour les périodes closes les 30 septembre	2024	2023
En milliers	\$	\$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables	13 326	(10 788)
Ajustements		
Intérêts à des fins de distribution	(4 450)	(4 284)
Autres revenus	(43)	1
Distributions et attributions de fonds de placement	(122)	(1)
Impôts étrangers retenus à la source	18	-
Perte (gain) de change sur la trésorerie	(5)	8
Perte (gain) nette réalisée sur les placements et les instruments financiers dérivés	(1 225)	5 901
Variation nette de la moins-value (plus-value) latente sur les placements et les instruments financiers dérivés	(7 679)	8 993
Coûts de transactions	14	8
Produit réalisé à la vente et à l'échéance de placements	376 769	245 663
Achats de placements	(374 390)	(240 430)
Diminution (augmentation) de la marge	188	151
Augmentation (diminution) des charges à payer	2	(4)
Intérêts reçus (payés)	4 413	3 976
Distributions et attributions de fonds de placement reçus	104	1
Autres revenus reçus	43	19
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
	6 963	9 214
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Distributions payées aux détenteurs de parts rachetables nettes des distributions réinvesties	(89)	(133)
Produit d'émission de parts rachetables	24 154	12 719
Variations des souscriptions à recevoir	(692)	278
Produit de rachat de parts rachetables	(30 632)	(22 655)
Variations des rachats à payer	1 701	(38)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
	(5 558)	(9 829)
Gain (perte) de change sur la trésorerie	5	(8)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE		
	1 410	(623)
Trésorerie (découvert bancaire) au début de la période	493	961
TRÉSORERIE (DÉCOUVERT BANCAIRE) À LA FIN DE LA PÉRIODE		
	1 903	338

Les activités présentées au tableau des flux de trésorerie comprennent les activités sans effet sur la trésorerie.

Activités de financement sans effet sur la trésorerie		
	2024	2023
	\$	\$
Émission de parts des autres séries	(215)	(583)
Rachat de parts des autres séries	215	583

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Inventaire du portefeuille (non audité)

Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$	Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$
OBLIGATIONS CANADIENNES (88,82 %)						TITRES DE SOCIÉTÉS (suite)					
TITRES ADOSSÉS À DES ACTIFS (1,87 %)											
Banque Équitable	3,650 %	2029-09-01	2 550	2 581	2 575	Enbridge Gas Inc., remb. par antic.	4,000 %	2044-08-22	550	486	504
Ford Auto Securitization Trust II, série A, Class A3, remb. par antic.	4,915 %	2029-02-15	785	785	805	Enbridge Gas Inc., remb. par antic.	3,590 %	2047-11-22	300	239	256
Ford Auto Securitization Trust, série 22-A, cat. A3, remb. par antic.	5,399 %	2028-09-15	1 000	1 000	1 029	Enbridge Inc., remb. par antic.	4,730 %	2034-08-22	1 095	1 095	1 120
				4 366	4 409	Enbridge Inc., variable, remb. par antic.	5,375 %	2077-09-27	2 785	2 647	2 789
						Enbridge Inc., variable, remb. par antic.	8,495 %	2084-01-15	415	415	457
						Énergir inc., série U, remb. par antic.	3,530 %	2047-05-16	300	307	257
						Énergir, SC, remb. par antic.	4,830 %	2053-06-02	290	290	305
						Fédération des caisses Desjardins du Québec	3,804 %	2029-09-24	715	715	718
						Fédération des caisses Desjardins du Québec, variable, remb. par antic.	2,856 %	2030-05-26	1 080	1 046	1 072
						Fédération des caisses Desjardins du Québec, variable, remb. par antic.	1,992 %	2031-05-28	1 465	1 300	1 426
						Fédération des caisses Desjardins du Québec, variable, remb. par antic.	5,279 %	2034-05-15	935	935	981
						FPI First Capital, remb. par antic.	5,455 %	2032-06-12	495	498	519
						FPI First Capital, série Q, remb. par antic.	3,447 %	2028-03-01	650	581	638
						FortisAlberta Inc., remb. par antic.	4,862 %	2053-05-26	210	216	221
						FortisBC Inc., remb. par antic.	4,920 %	2054-08-12	280	280	298
						Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	5,630 %	2040-06-07	365	525	414
						Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	5,300 %	2041-02-25	635	653	698
						Collectif Santé Montréal SC	6,721 %	2049-09-30	166	207	197
						Hydro One Inc., remb. par antic.	4,170 %	2044-06-06	320	292	305
						Hydro One Inc., remb. par antic.	4,850 %	2054-11-30	285	294	301
						Hyundai Capital Canada Inc., remb. par antic.	5,565 %	2028-03-08	580	580	612
						Société financière IGM Inc., remb. par antic.	4,206 %	2050-03-21	180	180	165
						Intact Corporation financière, variable, remb. par antic.	7,338 %	2083-06-30	180	180	189
						Inter Pipeline Ltd., remb. par antic.	6,380 %	2033-02-17	420	420	457
						Inter Pipeline Ltd., série 14, remb. par antic.	5,849 %	2032-05-18	800	805	844
						Inter Pipeline Ltd., série 18, remb. par antic.	6,590 %	2034-02-09	1 455	1 502	1 600
						Lower Mattagami Energy LP, remb. par antic.	4,691 %	2054-06-07	190	190	197
						Banque Manuvie du Canada	3,992 %	2028-02-22	290	290	294
						Société Financière Manuvie, variable, remb. par antic.	2,237 %	2030-05-12	317	297	314
						Société Financière Manuvie, variable, remb. par antic.	5,409 %	2033-03-10	2 180	2 240	2 290
						Société Financière Manuvie, variable, remb. par antic.	5,054 %	2034-02-23	790	790	825
						Société Financière Manuvie, variable, remb. par antic.	7,117 %	2082-06-19	515	525	532
						Banque Nationale du Canada	5,296 %	2025-11-03	785	779	798
						Banque Nationale du Canada	5,219 %	2028-06-14	90	94	95
						Banque Nationale du Canada, variable, remb. par antic.	4,982 %	2027-03-18	1 075	1 075	1 095
						North West Redwater Partnership / NWR Financing Co. Ltd., série I, remb. par antic.	4,350 %	2039-01-10	285	292	276
						Northland Power Inc., série A	4,397 %	2032-06-30	322	322	321
						Nova Scotia Power Inc., remb. par antic.	3,307 %	2050-04-25	130	91	99
						Nova Scotia Power Inc., remb. par antic.	5,355 %	2053-03-24	870	901	920

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Inventaire du portefeuille (non audité) (suite)

Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$	Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$
TITRES DE SOCIÉTÉS (suite)						TITRES DE SOCIÉTÉS (suite)					
Pembina Pipeline Corp., remb. par antic.	5,220 %	2033-06-28	730	729	770	TriSummit Utilities Inc., remb. par antic.	4,260 %	2028-12-05	935	996	942
Pembina Pipeline Corp., remb. par antic.	4,740 %	2047-01-21	60	65	56	Vidéotron ltée, remb. par antic.	3,125 %	2031-01-15	860	696	808
Pembina Pipeline Corp., remb. par antic.	4,540 %	2049-04-03	150	164	136					75 610	78 014
Pembina Pipeline Corp., remb. par antic.	4,670 %	2050-05-28	230	193	212	GOVERNEMENT FÉDÉRAL (19,32 %)					
Reliance LP, remb. par antic.	2,670 %	2028-08-01	585	528	557	Gouvernement du Canada	3,500 %	2029-09-01	14 255	14 755	14 757
Reliance LP, remb. par antic.	5,250 %	2031-05-15	385	385	403	Gouvernement du Canada	2,000 %	2032-06-01	11 730	10 479	11 038
FPI RioCan	4,004 %	2028-03-01	270	270	271	Gouvernement du Canada	3,250 %	2034-12-01	17 850	18 081	18 272
FPI RioCan, remb. par antic.	6,488 %	2026-09-29	270	270	270	Gouvernement du Canada	2,750 %	2055-12-01	1 505	1 385	1 391
FPI RioCan, remb. par antic.	5,611 %	2027-10-06	970	975	1 016					44 700	45 458
FPI RioCan, remb. par antic.	5,962 %	2029-10-01	355	365	381	TITRES PROVINCIAUX (27,79 %)					
FPI RioCan, remb. par antic.	5,470 %	2030-03-01	365	366	383	Autorité régionale de transport métropolitain	3,700 %	2025-10-04	10	10	10
FPI RioCan, remb. par antic.	5,455 %	2031-03-01	920	920	966	Autorité régionale de transport métropolitain	3,400 %	2026-10-04	10	10	10
Rogers Communications inc.	6,750 %	2039-11-09	115	131	133	Autorité régionale de transport métropolitain	3,400 %	2027-10-04	10	10	10
Rogers Communications inc., remb. par antic.	4,250 %	2032-04-15	825	792	821	CDP Financière inc.	3,650 %	2034-06-02	760	758	758
Rogers Communications inc., remb. par antic.	5,900 %	2033-09-21	780	815	860	Financement-Québec	5,250 %	2034-06-01	2 135	2 748	2 400
Rogers Communications inc., remb. par antic.	5,250 %	2052-04-15	80	78	81	Hydro-Québec	4,000 %	2063-02-15	1 795	1 757	1 769
Banque Royale du Canada, série 1, variable, remb. par antic.	4,500 %	2080-11-24	940	922	931	OMERS Finance Trust	1,550 %	2027-04-21	400	363	385
Banque Royale du Canada, variable, remb. par antic.	2,088 %	2030-06-30	1 280	1 195	1 262	Régime de retraite des enseignants et des enseignants de l'Ontario	4,300 %	2034-06-02	1 880	1 878	1 966
Banque Royale du Canada, variable, remb. par antic.	2,140 %	2031-11-03	2 015	1 855	1 953	Province de l'Alberta	3,100 %	2050-06-01	1 975	1 650	1 657
Banque Royale du Canada, variable, remb. par antic.	2,940 %	2032-05-03	1 000	942	981	Province de l'Alberta	2,950 %	2052-06-01	2 825	2 271	2 290
Banque Royale du Canada, variable, remb. par antic.	5,096 %	2034-04-03	485	485	507	Province de la Colombie-Britannique	2,800 %	2048-06-18	1 985	1 978	1 587
Banque Royale du Canada, variable, remb. par antic.	4,829 %	2034-08-08	705	705	729	Province de la Colombie-Britannique	4,450 %	2055-12-18	1 665	1 654	1 766
Financière Sun Life inc., variable, remb. par antic.	2,460 %	2031-11-18	505	448	493	Province de la Manitoba	4,050 %	2045-09-05	3 225	3 343	3 143
Financière Sun Life inc., variable, remb. par antic.	5,120 %	2036-05-15	760	761	803	Province de la Manitoba	4,400 %	2055-09-05	2 635	2 616	2 716
TELUS Corp., remb. par antic.	4,650 %	2031-08-13	1 100	1 099	1 131	Province du Nouveau-Brunswick	3,050 %	2050-08-14	2 335	2 510	1 916
TELUS Corp., remb. par antic.	5,750 %	2033-09-08	190	190	209	Province du Nouveau-Brunswick	5,000 %	2054-08-14	1 050	1 123	1 195
TELUS Corp., série CP, remb. par antic.	4,850 %	2044-04-05	460	420	441	Province de Terre-Neuve-et-Labrador	3,300 %	2046-10-17	725	585	611
TELUS Corp., série CW, remb. par antic.	4,700 %	2048-03-06	35	36	33	Province de Terre-Neuve-et-Labrador	4,600 %	2055-10-17	1 460	1 458	1 514
La Banque de Nouvelle-Écosse, variable, remb. par antic.	3,836 %	2030-09-26	430	430	432	Province de la Nouvelle-Écosse	4,400 %	2042-06-01	655	797	675
La Banque de Nouvelle-Écosse, variable, remb. par antic.	4,950 %	2034-08-01	605	604	627	Province de la Nouvelle-Écosse	3,150 %	2051-12-01	1 510	1 408	1 257
La Banque Toronto-Dominion	2,667 %	2025-09-09	545	539	540	Province de l'Ontario	1,350 %	2030-12-02	2 465	2 214	2 215
La Banque Toronto-Dominion	5,423 %	2026-07-10	635	635	656	Province de l'Ontario	4,050 %	2032-02-02	505	505	529
La Banque Toronto-Dominion, variable, remb. par antic.	3,105 %	2030-04-22	3 315	3 193	3 296	Province de l'Ontario	4,150 %	2034-06-02	3 905	3 996	4 070
La Banque Toronto-Dominion, variable, remb. par antic.	3,060 %	2032-01-26	1 000	949	985	Province de l'Ontario	4,700 %	2037-06-02	4 210	4 868	4 562
La Banque Toronto-Dominion, variable, remb. par antic.	5,177 %	2034-04-09	1 305	1 305	1 365	Province de l'Ontario	2,900 %	2046-12-02	2 880	2 327	2 379
La Banque Toronto-Dominion, variable, remb. par antic.	7,283 %	2082-10-31	220	228	230	Province de l'Ontario	1,900 %	2051-12-02	3 080	1 822	1 995
TransCanada Pipelines Ltd., remb. par antic.	5,419 %	2026-03-10	280	280	281	Province de l'Ontario	4,600 %	2055-12-02	4 875	5 080	5 329
TransCanada Pipelines Ltd., remb. par antic.	4,350 %	2046-06-06	400	333	363	Province de l'Île-du-Prince-Édouard	3,750 %	2032-12-01	1 375	1 375	1 397
TransCanada Pipelines Ltd., remb. par antic.	5,920 %	2052-05-12	90	97	101	Province de Québec	4,450 %	2034-09-01	6 600	6 784	7 031
TransCanada Trust, série 17-B, variable, remb. par antic.	4,650 %	2077-05-18	2 610	2 384	2 567	Province de Québec	3,100 %	2051-12-01	2 330	1 923	1 951
TriSummit Utilities Inc.	5,020 %	2030-01-11	370	370	386	Province de Québec	4,400 %	2055-12-01	5 540	5 768	5 833
						Province de la Saskatchewan	2,800 %	2052-12-02	560	513	439
										66 102	65 365
						MUNICIPALES (6,68 %)					
						City of Ottawa	2,500 %	2051-05-11	995	765	710
						City of Toronto	2,600 %	2039-09-24	515	551	426
						City of Winnipeg	4,650 %	2064-06-01	275	273	287
						Communauté métropolitaine de Montréal	4,000 %	2025-04-25	130	128	130

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Inventaire du portefeuille (non audité) (suite)

Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$	Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$
MUNICIPALES (suite)						MUNICIPALES (suite)					
Communauté métropolitaine de Montréal	1,250 %	2025-06-10	80	74	78	Ville de Candiac	4,200 %	2028-05-30	210	205	214
Communauté métropolitaine de Montréal	4,000 %	2026-04-25	135	133	136	Ville de Chambly	2,200 %	2024-12-17	10	10	10
MRC d'Arthabaska	2,950 %	2027-03-01	15	14	15	Ville de Chambly	1,900 %	2025-01-31	10	9	10
MRC de Vaudreuil-Soulanges	1,950 %	2026-02-07	10	9	10	Ville de Châteauguay	3,950 %	2026-08-25	20	20	20
MRC du Fjord-du-Saguenay	1,300 %	2026-06-18	20	18	19	Ville de Châteauguay	1,650 %	2026-10-25	70	64	67
Municipalité de Chelsea	3,450 %	2026-09-24	15	15	15	Ville de Chibougamau	4,500 %	2028-03-13	20	20	21
Municipalité de Lac-Beauport	1,100 %	2025-09-10	25	25	25	Ville de Contrecoeur	4,200 %	2026-03-24	15	15	15
Municipalité de Lac-Beauport	1,050 %	2025-12-21	20	18	19	Ville de Contrecoeur	4,000 %	2027-03-24	20	20	20
Municipalité de Lac-Etchemin	2,200 %	2024-11-19	5	5	5	Ville de Dollard-des-Ormeaux	1,200 %	2025-07-16	40	40	39
Municipalité de Mont-Blanc	4,500 %	2028-03-17	50	50	51	Ville de Farnham	4,250 %	2027-01-18	30	29	30
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	4,950 %	2026-09-22	20	20	21	Ville de Fossambault-sur-le-Lac	2,200 %	2025-02-18	16	15	16
Municipalité de Saint-Donat	4,250 %	2027-09-22	300	296	305	Ville de Fossambault-sur-le-Lac	1,000 %	2025-11-17	5	5	5
Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs	4,850 %	2024-11-24	10	10	10	Ville de Gaspé	4,300 %	2026-10-17	5	5	5
Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs	4,800 %	2025-11-24	15	15	15	Ville de Gatineau	4,700 %	2025-11-25	60	60	61
Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs	4,700 %	2026-11-24	15	15	16	Ville de Gatineau	3,150 %	2026-04-26	110	104	109
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	4,450 %	2024-12-15	10	10	10	Ville de Gatineau	2,500 %	2026-09-14	30	28	29
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	4,300 %	2025-12-15	10	10	10	Ville de Gatineau	2,700 %	2027-12-13	565	548	549
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	4,250 %	2026-12-15	10	10	10	Ville de Gatineau	4,250 %	2028-05-01	315	309	321
Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	0,950 %	2025-11-16	169	154	164	Ville de Granby	4,950 %	2025-11-03	40	40	40
Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	1,900 %	2026-12-02	60	54	58	Ville de Joliette	5,500 %	2025-09-05	20	20	20
Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,850 %	2025-01-25	145	138	143	Ville de Joliette	5,000 %	2026-09-05	25	25	26
Municipalité de Saint-Prime	4,850 %	2024-11-24	5	5	5	Ville de Kirkland	4,450 %	2024-12-15	15	15	15
Municipalité de Saint-Prime	4,800 %	2025-11-24	5	5	5	Ville de Kirkland	1,850 %	2026-12-16	80	77	77
Municipalité de Saint-Prime	4,700 %	2026-11-24	5	5	5	Ville de La Tuque	1,300 %	2026-08-27	10	9	10
Municipalité de Saint-Siméon	4,500 %	2027-02-08	25	25	26	Ville de L'Assomption	5,200 %	2025-09-22	26	26	26
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	1,600 %	2026-10-22	120	108	115	Ville de L'Assomption	5,000 %	2026-09-22	32	31	33
Municipalité d'Oka	4,500 %	2025-01-27	10	10	10	Ville de Lévis	4,750 %	2025-02-27	25	25	25
Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham	2,250 %	2027-02-08	60	59	58	Ville de Lévis	4,500 %	2025-05-29	80	79	80
Régie d'assainissement des eaux Terbonne-Mascouche	3,700 %	2025-10-04	15	15	15	Ville de Lévis	5,000 %	2025-08-25	95	94	96
Régie d'assainissement des eaux Terbonne-Mascouche	3,400 %	2026-10-04	15	15	15	Ville de Lévis	4,350 %	2026-02-27	25	25	25
Régie d'assainissement des eaux Terbonne-Mascouche	3,400 %	2027-10-04	15	15	15	Ville de Lévis	4,200 %	2026-05-29	405	401	408
Réseau de transport de la Capitale	1,100 %	2025-06-14	205	204	201	Ville de Lévis	5,000 %	2026-08-25	251	249	258
Réseau de transport de la Capitale	1,300 %	2026-06-14	225	223	216	Ville de Lévis	4,200 %	2027-02-27	45	44	46
Réseau de transport de Longueuil	4,900 %	2026-07-18	30	29	31	Ville de Longueuil	1,350 %	2025-05-06	325	320	320
Société de transport de l'Outaouais	2,700 %	2026-05-11	55	52	54	Ville de Longueuil	3,200 %	2025-11-10	5	5	5
Société de transport de Trois-Rivières	1,250 %	2026-06-07	25	22	24	Ville de Longueuil	1,450 %	2026-07-12	135	120	130
Ville de Beaupré	4,400 %	2025-04-17	40	40	40	Ville de Magog	2,200 %	2024-10-02	20	19	20
Ville de Beaupré	4,100 %	2026-04-17	40	39	40	Ville de Magog	4,500 %	2024-10-07	60	60	60
Ville de Bécancour	1,000 %	2025-12-08	139	127	135	Ville de Magog	4,500 %	2025-10-07	65	64	66
Ville de Blainville	1,100 %	2025-07-16	80	79	78	Ville de Magog	4,500 %	2026-10-07	65	65	66
Ville de Blainville	1,600 %	2026-10-29	40	35	38	Ville de Marieville	4,600 %	2026-11-14	10	10	10
Ville de Boucherville	4,000 %	2025-07-19	25	25	25	Ville de Matane	1,100 %	2025-05-13	35	35	34
Ville de Boucherville	4,200 %	2026-07-02	60	59	61	Ville de Matane	1,350 %	2026-05-13	95	86	92
Ville de Bromont	1,250 %	2026-06-17	80	72	77	Ville de Mirabel	1,850 %	2026-11-26	35	31	34
Ville de Brossard	5,000 %	2025-11-01	80	81	81	Ville de Mirabel	4,800 %	2026-11-30	120	120	123
Ville de Candiac	4,600 %	2025-05-30	40	40	40	Ville de Montréal	3,500 %	2038-12-01	350	414	323
Ville de Candiac	4,400 %	2026-05-30	40	40	40	Ville de Montréal	2,400 %	2041-12-01	740	551	570
Ville de Candiac	3,550 %	2026-05-31	20	19	20	Ville de Montréal	4,400 %	2043-12-01	310	298	312
						Ville de Mont-Royal	4,600 %	2025-02-03	20	20	20
						Ville de Mont-Saint-Hilaire	1,850 %	2026-11-26	33	29	32
						Ville de Mont-Tremblant	1,050 %	2025-12-07	275	272	266
						Ville de Mont-Tremblant	4,700 %	2026-11-30	15	15	16
						Ville de Nicolet	1,050 %	2025-09-01	283	260	276
						Ville de Notre-Dame-des-Prairies	4,400 %	2026-09-29	10	10	10
						Ville de Port-Cartier	1,000 %	2026-01-27	70	63	68
						Ville de Repentigny	4,750 %	2025-03-24	80	80	80
						Ville de Repentigny	1,050 %	2025-06-18	135	134	132
						Ville de Repentigny	1,100 %	2025-09-24	40	37	39
						Ville de Repentigny	5,400 %	2025-09-25	110	110	112
						Ville de Repentigny	4,500 %	2026-03-24	85	85	86
						Ville de Repentigny	5,100 %	2026-09-25	115	114	118
						Ville de Repentigny	4,250 %	2027-03-24	110	110	112
						Ville de Richelieu	5,250 %	2024-11-25	5	5	5
						Ville de Richelieu	5,000 %	2025-11-25	5	5	5
						Ville de Richelieu	5,000 %	2026-11-25	5	5	5
						Ville de Rimouski	5,000 %	2025-06-11	35	35	35
						Ville de Rimouski	4,750 %	2026-06-11	35	35	36

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Inventaire du portefeuille (non audité) (suite)

Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$	Au 30 septembre 2024 En milliers	Taux du coupon	Date d'échéance	Valeur nominale \$	Coût moyen \$	Valeur comptable \$
MUNICIPALES (suite)						MUNICIPALES (suite)					
Ville de Rimouski	1,750 %	2026-11-05	275	252	265					15 685	15 717
Ville de Rimouski	4,800 %	2026-11-30	70	70	72						
Ville de Rivière-du-Loup	3,350 %	2026-06-03	5	5	5						
Ville de Rivière-du-Loup	3,500 %	2027-06-03	45	43	45						
Ville de Rouyn-Noranda	0,850 %	2024-11-10	15	14	15						
Ville de Rouyn-Noranda	4,750 %	2025-02-22	25	25	25						
Ville de Rouyn-Noranda	4,300 %	2026-02-22	25	25	25						
Ville de Rouyn-Noranda	4,150 %	2027-02-22	50	49	51						
Ville de Saguenay	2,500 %	2025-04-15	5	5	5						
Ville de Saguenay	2,700 %	2026-04-27	130	123	128						
Ville de Saint-Basile-le-Grand	4,500 %	2026-12-08	15	15	15						
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	1,150 %	2025-09-03	145	136	141						
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	3,750 %	2026-08-30	95	95	95						
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	3,750 %	2027-08-30	100	99	101						
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	1,800 %	2025-03-10	60	56	59						
Ville de Sainte-Julie	4,800 %	2025-05-02	50	50	50						
Ville de Sainte-Julie	4,400 %	2026-05-02	50	50	51						
Ville de Saint-Eustache	4,550 %	2025-12-09	10	10	10						
Ville de Saint-Eustache	4,900 %	2026-11-27	60	59	62						
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	3,600 %	2026-06-13	25	24	25						
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	3,650 %	2027-06-13	45	43	45						
Ville de Saint-Jérôme	3,350 %	2026-10-09	175	173	175						
Ville de Saint-Jérôme	3,300 %	2027-10-09	180	178	181						
Ville de Saint-Lin-Laurentides	5,350 %	2025-08-31	15	15	15						
Ville de Saint-Philippe	4,950 %	2026-09-22	20	20	21						
Ville de Saint-Sauveur	4,700 %	2026-11-30	15	15	15						
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2,100 %	2025-03-31	25	24	25						
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	1,100 %	2025-05-31	50	49	49						
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	0,950 %	2025-11-04	589	583	571						
Ville de Sept-Îles	3,600 %	2027-10-04	35	35	35						
Ville de Shawinigan	4,400 %	2026-04-16	95	94	96						
Ville de Shawinigan	1,850 %	2026-12-17	20	18	19						
Ville de Sherbrooke	4,400 %	2026-04-16	150	148	152						
Ville de Sherbrooke	4,600 %	2026-06-20	35	34	35						
Ville de Sherbrooke	4,100 %	2026-07-11	15	15	15						
Ville de Sherbrooke	4,800 %	2026-11-07	40	41	41						
Ville de Sherbrooke	4,300 %	2027-04-16	170	168	173						
Ville de Sherbrooke	2,700 %	2027-12-13	550	543	535						
Ville de Sherbrooke	4,000 %	2028-04-04	25	24	25						
Ville de Sorel-Tracy	1,850 %	2026-12-09	65	58	63						
Ville de Ste-Augustin-de-Desmaures	3,150 %	2026-02-10	65	61	64						
Ville de Sutton	3,200 %	2026-04-19	15	14	15						
Ville de Terrebonne	1,200 %	2025-07-23	340	337	333						
Ville de Terrebonne	1,350 %	2026-07-23	50	45	48						
Ville de Thetford Mines	4,300 %	2025-10-14	30	30	30						
Ville de Trois-Rivières	5,500 %	2025-10-11	40	40	41						
Ville de Trois-Rivières	2,700 %	2026-04-27	70	67	69						
Ville de Trois-Rivières	5,200 %	2027-10-11	100	99	104						
Ville de Val-d'Or	5,250 %	2025-04-19	65	65	66						
Ville de Val-d'Or	5,000 %	2026-04-19	70	70	71						
Ville de Val-d'Or	4,750 %	2027-04-19	70	70	72						
Ville de Varennes	4,200 %	2025-04-19	15	15	15						
Ville de Varennes	4,000 %	2026-04-19	15	15	15						
Ville de Vaudreuil-Dorion	1,200 %	2025-07-19	80	79	78						
Ville de Vaudreuil-Dorion	5,500 %	2025-09-25	20	20	20						
Ville de Vaudreuil-Dorion	5,250 %	2026-09-25	20	20	21						
Ville de Vaudreuil-Dorion	4,050 %	2027-07-18	615	609	622						
TOTAL DES OBLIGATIONS CANADIENNES						TOTAL DES OBLIGATIONS AMÉRICAINES (3,48 %)					
						TITRES DE SOCIÉTÉS (3,48 %)					
						Athene Global Funding					
						Bank of America Corp., variable, remb. par antic.					
						Compagnie Crédit Ford du Canada					
						Compagnie Crédit Ford du Canada					
						Compagnie Crédit Ford du Canada					
						Compagnie Crédit Ford du Canada, remb. par antic.					
						Compagnie Crédit Ford du Canada, remb. par antic.					
						The Goldman Sachs Group Inc., variable, remb. par antic.					
						Wells Fargo & Co., variable, remb. par antic.					
						TOTAL DES OBLIGATIONS AMÉRICAINES					
						OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES (0,56 %)					
						TITRES DE SOCIÉTÉS (0,22 %)					
						Crédit VW Canada Inc.					
						GARANTIES SUPRANATIONALES (0,34 %)					
						Banque internationale pour la reconstruction et le développement					
						TOTAL DES OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES					
						En milliers (sauf le nombre de titres)					
						Nombre de titres					
						Coût moyen \$					
						Valeur comptable \$					
						FONDS DE PLACEMENT (2,26 %)					
						SPDR Barclays Short Term High Field Bond ETF					
						Vanguard Short-Term Corporate Bond ETF					
						TOTAL DES FONDS DE PLACEMENT					
						Au 30 septembre 2024					
						En milliers					
						Taux du coupon					
						Date d'échéance					
						Valeur nominale \$					
						Coût moyen \$					
						Valeur comptable \$					
						PLACEMENTS À COURT TERME (3,73 %)					
						Gouvernement du Canada, bons du Trésor					

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Inventaire du portefeuille (non audité) (suite)

Au 30 septembre 2024
En milliers

	Coût moyen \$	Valeur comptable \$
COÛTS DE TRANSACTIONS	(10)	
TOTAL DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS (98,85 %)	229 620	232 550
MARGE (-0,01 %)		(34)
DÉRIVÉS À L'ACTIF (0,05 %)		116
DÉRIVÉS AU PASSIF (-0,02 %)		(48)
AUTRES ACTIFS, MOINS LES PASSIFS (1,13 %)		2 674
TOTAL DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS DE PARTS RACHETABLES (100,00 %)		235 258

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Tableau des dérivés

Contrats à terme standardisés

Au 30 septembre 2024

Titre	Devises	Contrats	Taille des contrats	Date d'échéance (en milliers de \$)	Valeur notionnelle (en milliers de \$)	Gain (perte) latent (en milliers de \$)	Contrepartie	Cotes de crédit
Contrats à terme standardisés- positions acheteur								
Contrats à terme standardisés sur obligations du gouvernement du Canada de cinq ans (CGF) à 115 \$	CAD	128	1 000	2024-12-18	14 662	114	Bank of America Merrill Lynch	A
Contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain à cinq ans à 110 \$	USD	40	1 000	2024-12-31	5 975	(38)	Bank of America Merrill Lynch	A
					20 637	76		

Options

Au 30 septembre 2024

Nombre de contrats	Titre/Date d'échéance/Prix d'exercice	Devises	Intérêt sous-jacent sur options	Coût moyen \$ (en milliers de \$)	Valeur actuelle (en milliers de \$)
Options de vente achetées					
40	Options sur contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain à 5 ans, novembre 2024, 104 \$ USD	USD	40 000	1	1
13	Options sur contrats à terme standardisés de la CME sur obligations du Trésor américain à 10 ans (6,5-7,75) %, semaine 1, CBOT, octobre 2024, 111,25 \$ USD	USD	13 000	-	-
144	Options sur contrats à terme standardisés sur obligations du gouvernement du Canada à 5 ans (CGF), novembre 2024, 85 \$ CAD	CAD	144 000	2	1
Total des options de vente				3	2
Options de vente vendues					
(13)	Options sur contrats à terme standardisés de la CME sur obligations du Trésor américain à 10 ans (6,5-7,75) %, semaine 1, CBOT, octobre 2024, 113,75 \$ USD	USD	(13 000)	(5)	(3)
Total des options de vente				(5)	(3)
Total des options				(2)	(1)

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers (non audité)

30 septembre 2024 (notes générales 3 et 5, en milliers de dollars, sauf les montants par part)

Aux rubriques « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » et « Notes supplémentaires – Information propre au Fonds », l'actif net est défini comme étant « l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables ». Veuillez vous référer à la note générale 3.

Évaluation à la juste valeur

Pour plus d'informations sur les évaluations de la juste valeur, les données d'entrée utilisées ainsi que sur les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, veuillez vous référer à la rubrique « Méthodes et hypothèses utilisées pour établir la juste valeur des instruments financiers » de la note générale 5 portant sur la gestion des risques financiers.

Les tableaux suivants présentent la hiérarchie des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie des données utilisées à la date d'évaluation.

Au 30 septembre 2024

	Instruments financiers à la juste valeur			
	Niveau 1 (\$)	Niveau 2 (\$)	Niveau 3 (\$)	Total (\$)
ACTIF				
Placements				
Actions	-	-	-	-
Fonds de placement	5 308	-	-	5 308
Obligations	-	218 470	-	218 470
Placements à court terme	-	8 772	-	8 772
	5 308	227 242	-	232 550
Dérivés				
Instruments financiers dérivés	116	-	-	116
PASSIF				
Dérivés				
Instruments financiers dérivés	(41)	(7)	-	(48)
Total	5 383	227 235	-	232 618

Au 31 mars 2024

	Instruments financiers à la juste valeur			
	Niveau 1 (\$)	Niveau 2 (\$)	Niveau 3 (\$)	Total (\$)
ACTIF				
Placements				
Actions	-	-	-	-
Fonds de placement	4 582	-	-	4 582
Obligations	-	217 788	-	217 788
Placements à court terme	-	5 198	-	5 198
	4 582	222 986	-	227 568
Dérivés				
Instruments financiers dérivés	23	-	-	23
PASSIF				
Dérivés				
Instruments financiers dérivés	(14)	(11)	-	(25)
Total	4 591	222 975	-	227 566

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours des périodes closes le 30 septembre 2024 et le 31 mars 2024.

Risque de crédit

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, le Fonds avait investi dans des instruments de créance dont la ou les cotes de crédit étaient les suivantes :

Instruments de créance* par cotes de crédit	Pourcentage de l'actif net au 30 septembre 2024 (%)	Pourcentage de l'actif net au 31 mars 2024 (%)
AAA	22,85	26,13
AA	23,71	26,72
A	30,77	29,33
BBB	14,76	12,26
BB	0,77	0,87
R1	3,73	2,27

* Excluant les autres éléments de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables

Les cotes de crédit sont obtenues auprès de DBRS, de Standard & Poor's ou de Moody's. La cote de crédit DBRS est présentée ou sinon, une cote de crédit équivalente.

Risque de concentration

Le tableau suivant présente un résumé du risque de concentration du Fonds :

Segments de marché	Pourcentage de l'actif net au 30 septembre 2024 (%)	Pourcentage de l'actif net au 31 mars 2024 (%)
Obligations de sociétés canadiennes de qualité supérieure	32,39	31,25
Obligations émises et garanties par des provinces	27,79	26,28
Obligations du gouvernement fédéral	19,32	16,58
Obligations émises et garanties par des municipalités	6,68	9,71
Placements à court terme	3,73	2,27
Obligations de sociétés américaines de qualité supérieure	3,48	3,84
Fonds de placement - obligations	2,26	2,00
Titres adossés à des actifs	1,87	2,44
Autres	1,33	1,69
Contrats à terme standardisés	0,03	0,01

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers (non audité) (suite)

30 septembre 2024 (notes générales 3 et 5, en milliers de dollars, sauf les montants par part)

Segments de marché	Pourcentage de l'actif net au 30 septembre 2024 (%)	Pourcentage de l'actif net au 31 mars 2024 (%)
Garanties par le gouvernement fédéral	-	3,52
Trésorerie et autres éléments d'actif net	1,12	0,41

Risque de liquidité

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, les parts du Fonds sont rachetables au gré du détenteur. Tous les autres passifs financiers du Fonds ont des échéances inférieures à 30 jours. Pour plus d'information, veuillez vous référer à la note générale 5.

Le Fonds peut détenir des actifs ou passifs dérivés. La date d'échéance contractuelle de ces actifs ou passifs peut excéder 30 jours.

Risque de taux d'intérêt

Les tableaux suivants présentent l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt selon la durée jusqu'à l'échéance au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024. Une hausse ou une baisse de 10 % des taux d'intérêt en vigueur, en supposant un mouvement parallèle de la courbe de rendement et une stabilité de tous les autres facteurs, aurait respectivement fait diminuer ou augmenter l'actif net du montant présenté sous « Impact sur la valeur de l'actif net ». La sensibilité du Fonds aux variations de taux d'intérêt a été évaluée au moyen de la durée moyenne pondérée du portefeuille. En pratique, les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et la différence peut être importante.

Au 30 septembre 2024

	< 1 an (\$)	1-5 ans (\$)	6-10 ans (\$)	> 10 ans (\$)	Ne portant pas intérêt (\$)	Total (\$)	Impact sur la valeur de l'actif net (\$)
Placements	13 749	48 667	78 206	86 620	5 308	232 550	167 214
Trésorerie/marge/(découvert bancaire)	1 869	-	-	-	-	1 869	-
Autres éléments d'actif	-	-	-	-	6 364	6 364	-
Passif	-	-	-	-	5 525	5 525	-

Au 31 mars 2024

	< 1 an (\$)	1-5 ans (\$)	6-10 ans (\$)	> 10 ans (\$)	Ne portant pas intérêt (\$)	Total (\$)	Impact sur la valeur de l'actif net (\$)
Placements	15 913	48 900	81 306	76 867	4 582	227 568	164 016
Trésorerie/marge/(découvert bancaire)	647	-	-	-	-	647	-
Autres éléments d'actif	-	-	-	-	7 813	7 813	-
Passif	-	-	-	-	7 509	7 509	-

Risque de change

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, le Fonds détenait des contrats de change qui réduisaient son exposition au risque de change. Aucun tableau de risque de change du Fonds n'est donc présenté. Pour plus d'information sur ces contrats de change, veuillez vous référer aux Notes supplémentaires – Information propre au Fonds.

Risque de prix

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, l'impact estimé sur l'actif net du Fonds d'une variation raisonnablement possible de l'indice de référence, toutes les autres variables demeurant constantes, est présenté dans les tableaux suivants. En pratique, les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et la différence peut être importante.

Au 30 septembre 2024

Indices de référence	Variation de l'indice de référence (%)	Exposition à l'indice de référence (%)	Impact sur la valeur de l'actif net (%)	Impact sur la valeur de l'actif net (\$)
Indice des obligations universelles FTSE Canada	3,00	100,00	2,85	6 713

Au 31 mars 2024

Indices de référence	Variation de l'indice de référence (%)	Exposition à l'indice de référence (%)	Impact sur la valeur de l'actif net (%)	Impact sur la valeur de l'actif net (\$)
Indice des obligations universelles FTSE Canada	3,00	100,00	2,92	6 671

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Notes supplémentaires – Information propre au Fonds

30 septembre 2024 (note générale 1b, en milliers de dollars, sauf les montants par part)

Objectifs de placement

Le Fonds cherche à obtenir un revenu d'intérêts et une plus-value du capital, tout en préservant le capital, en investissant dans des titres à revenu fixe de grande qualité. Le Fonds peut investir jusqu'à 30 % de ses actifs dans des titres étrangers.

Le Fonds

Les séries de parts du Fonds ont été établies aux dates suivantes :

	Date d'établissement (AAAA-MM-JJ)
Série A	1987-11-19
Série B	2020-07-17
Série F	2006-10-01
Série I	2005-08-26
Série L	2011-02-28
Série O	2010-07-19
Série W	2023-10-24
Série X	2006-10-01

Les séries A, L et X ne sont plus offertes.

Nouvelles séries

Le Fonds offre une nouvelle série depuis la date indiquée ci-dessous :

Série	Date (AAAA-MM-JJ)
Série W	2023-10-24

Séries dissoutes

La série du Fonds ci-après a été dissoute à la date suivante :

Série	Date (AAAA-MM-JJ)
Série LX	2024-06-14

Marge

Veillez vous référer à la note générale 3.

La marge du Fonds est résumée ci-dessous :

Au 30 septembre 2024

Types d'actifs		Marge
Devises	Dollar canadien	16
	Euro	(4)
	Dollar américain	(46)
	Total	(34)

Au 31 mars 2024

Types d'actifs		Marge
Devises	Dollar canadien	48
	Euro	(4)
	Dollar américain	110
	Total	154

Gestion des risques financiers

Veillez vous référer à note générale 5.

Placements dans des entités structurées non consolidées

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, le Fonds disposait des intérêts suivants dans des entités structurées non consolidées :

Fonds sous-jacent/FNB	30 septembre 2024		31 mars 2024	
	Participation (%)	Valeur comptable (\$)	Participation (%)	Valeur comptable (\$)
SPDR Barclays Short Term High Field Bond ETF	0,0	1 188	-	-
Vanguard Short-Term Corporate Bond ETF	0,0	4 120	0,0	4 582

Au 30 septembre 2024, la valeur comptable des titres adossés à des créances hypothécaires/à des actifs est 4 409 \$ (5 582 \$ au 31 mars 2024). Elle est présentée au poste « Placements » (instruments financiers non dérivés) dans l'état de la situation financière.

Compensation des actifs et des passifs financiers

Les tableaux suivants présentent les renseignements relatifs à la compensation des actifs et passifs financiers et aux montants remis en garantie dans l'éventualité d'un événement futur, tel que la faillite ou la résiliation de contrats. Les montants bruts correspondent aux montants présentés dans les états de la situation financière.

Au 30 septembre 2024

	Montants pouvant être compensés			
	Montant brut (\$)	Instruments financiers (\$)	Montant donné/reçu en garantie (\$)	Montant net (\$)
Actifs financiers – par type				
Contrats de change	-	-	-	-
Total	-	-	-	-
Passifs financiers – par type				
Contrats de change	7	-	-	7
Total	7	-	-	7

Au 31 mars 2024

	Montants pouvant être compensés			
	Montant brut (\$)	Instruments financiers (\$)	Montant donné/reçu en garantie (\$)	Montant net (\$)
Actifs financiers – par type				
Contrats de change	-	-	-	-
Total	-	-	-	-
Passifs financiers – par type				
Contrats de change	11	-	-	11
Total	11	-	-	11

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Notes supplémentaires – Information propre au Fonds (suite)

30 septembre 2024 (note générale 1b, en milliers de dollars, sauf les montants par part)

Contrats de change*

Le Fonds a conclu des contrats de change afin de réduire son exposition au risque de change. Aucun montant en trésorerie n'a été donné en garantie pour les contrats de change présentés ci-dessous. Par conséquent, aucune information relative aux garanties en trésorerie n'est présentée. Les détails de ces contrats de change sont les suivants :

Au 30 septembre 2024

Date de règlement	Nombre de contrats		Position acheteur (\$)		Position vendeur (\$)	Prix du contrat (\$)	Gain (perte) latent - CAD (\$)	Contrepartie	Cotes de crédit
2024-10-24	1	CAD	1173	USD	872	0,7434		(4) Banque Canadienne Impériale de Commerce	A
2024-10-24	1	CAD	494	USD	367	0,7434		(2) RBC Dominion valeurs mobilières	A
2024-10-24	1	CAD	171	USD	127	0,7434		(1) Banque Scotia	A
	<u>3</u>							<u>(7)</u>	

Au 31 mars 2024

Date de règlement	Nombre de contrats		Position acheteur (\$)		Position vendeur (\$)	Prix du contrat (\$)	Gain (perte) latent - CAD (\$)	Contrepartie	Cotes de crédit
2024-04-04	1	CAD	2 181	USD	1 615	0,7402		(4) RBC Dominion valeurs mobilières	A
2024-04-04	1	CAD	2 157	USD	1 597	0,7402		(4) Banque Canadienne Impériale de Commerce	A
2024-04-04	1	CAD	1 787	USD	1 323	0,7402		(3) BMO Marchés des capitaux	A
2024-04-04	1	CAD	203	USD	150	0,7401		- Banque Nationale du Canada	A
2024-04-04	1	CAD	172	USD	127	0,7402		- Banque Scotia	A
	<u>5</u>							<u>(11)</u>	

*Pour plus d'information sur la contrepartie, veuillez vous référer à la note générale 6.

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Notes supplémentaires – Information propre au Fonds (suite)

30 septembre 2024 (note générale 1b, en milliers de dollars, sauf les montants par part)

Opérations entre parties liées

Veuillez vous référer à la note générale 7.

Frais de gestion

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, les taux des frais de gestion annuels fixes des séries du Fonds sont les suivants :

Série	Frais de gestion au 30 septembre 2024 (%)	Frais de gestion au 31 mars 2024 (%)
Série A	1,10	1,10
Série B	0,90	0,90
Série F	0,35	0,35
Série I	-	-
Série L	1,45	1,45
Série LX		1,05
Série O	-	-
Série W	0,30	0,30
Série X	0,75	0,75

Le montant des frais de gestion engagés au cours de la période est pris en compte dans le poste « Frais de gestion » de l'état du résultat global.

Frais d'administration à taux fixe

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, les taux des frais d'administration annuels fixes des séries du Fonds sont les suivants :

Série	Frais d'administration à taux fixe au 30 septembre 2024 (%)	Frais d'administration à taux fixe au 31 mars 2024 (%)
Série A	0,20	0,20
Série B	0,09	0,09
Série F	0,09	0,09
Série I	-	-
Série L	0,25	0,25
Série LX		0,22
Série O	0,15	0,15
Série W	0,09	0,09
Série X	0,28	0,28

Le montant des frais d'administration à taux fixe engagés au cours de la période est inclus dans les « Frais d'administration à taux fixe » de l'état du résultat global.

Placements dans le Fonds

Aux dates indiquées ci-dessous, les placements de Placements IA Clarington inc. et d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance ») dans le Fonds, à la juste valeur, étaient les suivants :

Au 30 septembre 2024	Au 31 mars 2024
190 975	185 925

Le tableau ci-dessus inclut les placements d'autres fonds, y compris ceux gérés par IA Gestion mondiale d'actifs inc. (iAGMA), une filiale en propriété exclusive de l'Industrielle Alliance et une partie liée à IA Clarington.

Parts rachetables

Veuillez vous référer à la note générale 8.

Pour les périodes closes les 30 septembre 2024 et 30 septembre 2023, les parts suivantes ont été émises/réinvesties et rachetées :

	Période close	Début de la période	Émises/réinvesties au cours de la période	Rachats de la période	Fin de la période	Nombre moyen pondéré de parts
Série A	2024	739	11	95	655	700
	2023	875	38	83	830	863
Série B	2024	1 259	73	281	1 051	1 184
	2023	1 068	115	154	1 029	1 054
Série F	2024	1 306	299	113	1 492	1 336
	2023	1 516	104	183	1 437	1 496
Série I	2024	16 367	1 716	2 166	15 917	16 308
	2023	18 476	966	1 603	17 839	18 236
Série L	2024	20	2	11	11	13
	2023	36	9	21	24	31
Série LX	2024	-	-	-	-	-
	2023	1	-	0,8	0,2	1
Série O	2024	2 915	546	365	3 096	3 002
	2023	2 409	471	243	2 637	2 518
Série W	2024	238	148	23	363	255
	2023	89	2	14	77	80

Prêt de titres

Veuillez vous référer à la note générale 10.

Pour les périodes closes les 30 septembre 2024 et 30 septembre 2023, le revenu des prêts de titres du Fonds, déduction faite des retenues d'impôts s'établit comme suit :

	2024 (\$)	2023 (\$)
Revenu brut des prêts de titres	10	11
Frais de prêt de titres	(2)	(2)
Revenu net des prêts de titres reçu par le Fonds	8	9

Au cours des périodes closes les 30 septembre 2024 et 30 septembre 2023, les frais de prêt de titres versés au dépositaire du Fonds, Compagnie Trust CIBC Mellon, s'élevaient à environ 18 % du revenu brut des prêts de titres.

Mandat d'obligations de base IA Gestion de patrimoine

Notes supplémentaires – Information propre au Fonds (suite)

30 septembre 2024 (note générale 1b, en milliers de dollars, sauf les montants par part)

La juste valeur des titres prêtés du Fonds compris dans les placements au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024 s'établit comme suit :

Au 30 septembre 2024

Valeur globale des titres prêtés (\$)	Valeur globale de la garantie donnée pour le prêt (\$)
19 360	20 367

Au 31 mars 2024

Valeur globale des titres prêtés (\$)	Valeur globale de la garantie donnée pour le prêt (\$)
20 476	21 530

Les garanties des titres prêtés peuvent être composées d'obligations, de bons du Trésor, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit.

Impôts sur le revenu

Veuillez vous référer à note générale 11.

À la fin de l'année d'imposition 2023, le Fonds disposait des pertes en capital suivantes pouvant être reportées à des fins fiscales. Les pertes en capital peuvent être reportées indéfiniment et portées en déduction de gains en capital futurs.

Pertes en capital (\$)	Pertes autres qu'en capital (\$)	Année d'expiration
17 543	-	-

1. Informations générales

a) Les Fonds

Les fonds (les « Fonds ») sont constitués de fiducies d'investissement à participation unitaire, de quasi-fiducies de fonds communs de placement et de fiducies de fonds communs de placement à capital variable non constituées en société établies sous le régime des lois de la province de l'Ontario par des déclarations de fiducie. Placements IA Clarington inc. (« IA Clarington ») ou le « gestionnaire » est le gestionnaire et le fiduciaire des Fonds. Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA »).

Les Fonds investissent principalement dans différents types de titres, selon leurs politiques de placement. Consulter l'inventaire du portefeuille de chacun des fonds pour obtenir plus de précisions sur leurs placements.

La monnaie fonctionnelle et de présentation des Fonds est le dollar canadien, sauf pour le Fonds IA Clarington de revenu à taux variable en dollars U.S., dont la monnaie fonctionnelle et de présentation est le dollar américain.

La publication de ces états financiers a été autorisée par le Gestionnaire le 13 novembre 2024.

L'adresse du siège social des Fonds est le 26 rue Wellington Est, Suite 600, Toronto (Ontario) M5E 1S2 Canada.

Le 1^{er} avril 2023, le gestionnaire de portefeuille, Industrielle Alliance, Gestion de placements inc., a été remplacé par iA Gestion mondiale d'actifs.

b) Dates de présentation de l'information financière

Pour les Fonds (à l'exception du Fonds IA Clarington mondial d'actions Avantage, du Fonds IA Clarington mondial à revenu fixe Avantage, du Fonds IA Clarington mondial macro Avantage, du Portefeuille IA Clarington mondial équilibré plus, du Portefeuille IA Clarington d'actions mondiales plus et du Fonds IA Clarington Loomis international de croissance) établis avant le 1^{er} avril 2022, les états de la situation financière sont présentés au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, et les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables et les tableaux des flux de trésorerie portent sur les semestres clos les 30 septembre 2024 et 2023.

Les états de la situation financière du Fonds IA Clarington mondial d'actions Avantage, du Fonds IA Clarington mondial à revenu fixe Avantage et du Fonds IA Clarington mondial macro Avantage sont présentés au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024. Les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables et les tableaux des flux de trésorerie portent sur le semestre clos le 30 septembre 2024.

Les états de la situation financière du Portefeuille IA Clarington mondial équilibré plus, du Portefeuille IA Clarington d'actions mondiales plus et du Fonds IA Clarington Loomis international de croissance sont présentés au 30 septembre 2024. Les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables et les tableaux des flux de trésorerie portent sur la période comprise entre la date d'établissement présentée dans les « Notes supplémentaires – Information propre au Fonds » et le 30 septembre 2024.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (normes IFRS de comptabilité) publiées par l'International Accounting Standards Board, notamment IAS 34 *Information financière intermédiaire*. L'auditeur des Fonds n'a pas révisé les états financiers intermédiaires.

3. Résumé des informations significatives sur les méthodes comptables

Les informations significatives sur les méthodes comptables sont les suivantes :

a) Jugements et hypothèses significatifs

Lorsqu'il prépare les états financiers, le Gestionnaire doit faire appel à son jugement pour appliquer les méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses qui peuvent toucher les montants déclarés de l'actif, du passif, du revenu et des charges ainsi que les renseignements complémentaires au cours des périodes visées. Les estimations et les jugements les plus significatifs comprennent l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers, le classement et l'évaluation des placements et l'application de l'option de la juste valeur.

Les Fonds détiennent des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs, notamment des instruments financiers dérivés. La juste valeur de ces instruments est établie à l'aide de techniques d'évaluation préétablies. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations du Gestionnaire. Les estimations et les hypothèses sont revues périodiquement en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. Les changements apportés aux hypothèses pourraient toucher la juste valeur des instruments financiers.

i) Classement et évaluation des placements

En procédant à la classification et à l'évaluation des instruments financiers détenus par les Fonds, le gestionnaire doit faire preuve d'un grand discernement pour déterminer la classification la plus appropriée selon IFRS 9. IFRS 9 comprend trois grandes catégories de classification pour les actifs financiers : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). La classification des actifs financiers en vertu d'IFRS 9 est habituellement fondée sur le modèle d'affaires dans lequel l'actif financier est géré et ses caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. L'évaluation et la décision touchant l'approche de modèle d'affaires utilisée constituent un jugement comptable.

b) Instruments financiers

i) Classement des instruments financiers

Les Fonds comptabilisent les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, majorée des coûts de transactions dans le cas des instruments financiers évalués au coût amorti. Les achats ou ventes journaliers d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Les Fonds classent leurs placements (titres de capitaux propres, fonds de placement et obligations), leurs placements à court terme et leurs instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les méthodes comptables utilisées pour l'évaluation de la juste valeur des placements et des instruments financiers dérivés des Fonds sont identiques à celles utilisées pour évaluer la valeur liquidative aux fins des transactions avec les détenteurs de parts.

L'obligation du Fonds au titre de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables, classée dans les « autres passifs financiers », est présentée au montant du rachat, qui avoisine la juste valeur ou le coût amorti pour les Fonds Clic objectif. Tous les autres actifs et passifs financiers sont évalués au coût amorti. Selon cette méthode, les actifs et les passifs financiers reflètent le montant à recevoir ou à payer, actualisé s'il y a lieu selon le taux d'intérêt contractuel effectif.

Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, il n'y avait, pour chacun des Fonds, aucun écart entre la valeur liquidative par part présentée aux fins

Notes générales aux états financiers

30 septembre 2024

(voir également les Notes supplémentaires aux états financiers - Information propre au Fonds)

de transactions et l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables par part selon les IFRS.

ii) *Évaluation à la juste valeur*

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre les intervenants du marché à la date d'évaluation. Lorsque le dernier cours pour les actions ou le cours moyen pour les obligations ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le Gestionnaire détermine le point de l'écart tenu des faits et des circonstances en cause, sauf lorsque le volume négocié au dernier cours est inférieur à 100, auquel cas elle applique le cours moyen.

iii) *Dépréciation d'actifs financiers*

À chaque période, les Fonds évaluent si le risque de crédit des actifs financiers classés au coût amorti a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et si une perte de crédit attendue doit être comptabilisée. Les Fonds procèdent par comparaison du risque de dépréciation des instruments financiers à la date de clôture et à la date de comptabilisation initiale. Étant donné l'échéance rapprochée des instruments financiers au coût amorti, les Fonds comptabilisent les pertes sur créances attendues selon une méthode simplifiée. Le montant des pertes sur créances attendues comptabilisé correspond à l'insuffisance prévue des flux de trésorerie actualisés sur la durée de vie de l'instrument financier.

iv) *Décomptabilisation*

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits sur les flux de trésorerie provenant des actifs financiers ont expiré ou si les Fonds ont transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont décomptabilisés lorsque l'obligation indiquée dans le contrat est retirée, annulée ou échue.

c) Placements à court terme

Les placements à court terme comprennent les acceptations bancaires, les bons du Trésor et les effets de commerce adossés à des actifs garantis par des banques et ayant une durée jusqu'à l'échéance de moins d'un an à la date d'acquisition.

d) Trésorerie et marge

La trésorerie se compose de dépôts auprès d'institutions financières.

Une partie des actifs d'un Fonds qui détient des instruments financiers dérivés est déposée auprès d'un courtier à titre de marge ou de garantie. La marge ou la garantie peut se composer de trésorerie ou de titres donnés en garantie. Les titres déposés à titre de marge ou de garantie sont évalués conformément aux politiques sur la juste valeur décrites précédemment et sont présentés dans l'inventaire du portefeuille. Ces titres sont également présentés au poste « Placements » dans l'état de la situation financière. Pour ce qui est du Fonds IA Clarington de revenu à taux variable, du Fonds IA Clarington d'obligations de base plus et du Fonds IA Clarington de revenu à taux variable en dollars U.S., ces actifs ne font l'objet d'aucune restriction, autre que celles décrites dans les ententes spéciales de garde conclues entre le Fonds, le dépositaire et le courtier. Ces restrictions stipulent que si le dépositaire n'a pas reçu d'avis de la partie détenant la garantie, le Fonds peut transférer des actifs du compte de garde spécial en fournissant des instructions écrites au dépositaire, tant qu'une marge adéquate demeure dans le compte de garde spécial. Pour tous les autres Fonds, ces actifs ne font l'objet d'aucune restriction. La détention d'instruments financiers dérivés n'a aucune incidence sur la valeur liquidative du Fonds.

e) Constatation des revenus

Le revenu de dividendes est comptabilisé à la date ex-dividende. Les revenus de distributions des fonds de placement et le revenu provenant de fiducies de revenu sont comptabilisés à la date de distribution. Ce dernier type de revenu peut comprendre les dividendes, les intérêts, les gains en capital et le remboursement de capital. Le produit des distributions peut être utilisé pour l'acquisition de parts additionnelles des fonds de référence.

Le revenu sur les instruments financiers dérivés présenté dans les états du résultat global correspond au revenu qu'a reçu le Fonds pour ces instruments financiers dérivés, qui ne sont pas détenus à des fins de couverture.

Les intérêts à des fins de distribution présentés dans l'état du résultat global correspondent aux intérêts des coupons reçus par le Fonds, comptabilisés sur d'exercice. Le revenu correspond aux intérêts reçus par le Fonds et comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice ou aux intérêts attribués aux obligations à coupon zéro. Les primes payées ou les escomptes reçus à l'achat d'obligations à coupon zéro sont amortis.

Les gains (pertes) réalisés et la plus-value (moins-value) latente sur les placements sont calculés selon la méthode du coût moyen, ce qui ne comprend pas l'amortissement des primes ou des escomptes sur les titres à revenu fixe et les titres de créance, à l'exception des obligations à coupon zéro, et sans donner effet aux coûts de transactions.

Les gains ou pertes découlant de l'évaluation quotidienne des instruments financiers dérivés sont inclus dans le poste « Instruments financiers dérivés : Variation nette de la plus-value (moins-value) latente » jusqu'à ce que les contrats soient réglés ou échus. Les gains ou pertes réalisés au règlement ou à l'expiration des contrats sont inclus dans le poste « Instruments financiers dérivés : Gain (perte) net réalisé ».

f) Autres actifs et passifs financiers

Tous les actifs et passifs financiers de chaque Fonds, autres que les placements, les instruments financiers dérivés et l'obligation de chaque Fonds, autres que Fonds Clic objectif, au titre de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables sont comptabilisés au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. L'obligation de chaque Fonds au titre de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables est présentée au montant du rachat, qui se rapproche de la juste valeur.

g) Conversion des devises

La juste valeur des placements, des titres détenus et des autres actifs et passifs libellés en devises étrangères est convertie dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date d'évaluation. Les transactions de placement, les revenus et les charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de ces transactions.

Les gains et pertes de change liés à la trésorerie sont présentés à titre de « Gain (perte) de change sur la trésorerie », et ceux liés aux autres actifs et passifs financiers et aux gains ou pertes de change réalisés et latents sur les placements ou les instruments financiers dérivés sont présentés dans le « Total des autres variations de la juste valeur des placements et des instruments financiers dérivés » dans les états du résultat global.

h) Contrats de change

Les contrats de change, si achetés ou vendus, sont évalués à leur juste valeur à la date d'évaluation. La valeur de ces contrats de change correspond au gain ou à la perte qui serait réalisé si, à la date d'évaluation, les positions étaient disposées. Elle est présentée dans l'état du résultat global et dans l'état de la situation financière. Pour les contrats de change au comptant et lorsque les contrats de change sont disposés ou arrivent à échéance, les

Notes générales aux états financiers

30 septembre 2024

(voir également les Notes supplémentaires aux états financiers - Information propre au Fonds)

gains ou les pertes réalisés sont comptabilisés et présentés dans l'état du résultat global. La valeur en dollars canadiens des contrats de change est établie au moyen des taux de change fournis par un fournisseur de services indépendant.

Les Fonds peuvent conclure des contrats de change dans le but premier de limiter ou de réduire les risques de change associés aux placements ainsi que d'accroître périodiquement les rendements du portefeuille. Des pertes peuvent survenir en raison d'une variation de la valeur des contrats de change ou si la contrepartie ne respecte pas le contrat.

i) Charges

Toutes les charges sont comptabilisées dans l'état du résultat global selon la comptabilité d'exercice.

j) Actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables

Les parts des Fonds sont émises et rachetées à la valeur liquidative par part. La valeur liquidative par part est établie à la fin de chaque jour ouvrable de la Bourse de Toronto. La valeur liquidative d'une série particulière de parts d'un Fonds est établie en calculant la valeur de la quote-part des actifs et des passifs du Fonds communs à toutes les séries revenant à la série en question, moins les passifs des Fonds uniquement attribuables à cette série. Les revenus, les charges non spécifiques aux séries, les gains (pertes) réalisés et latents sur les placements ainsi que les coûts de transactions et les frais liés aux opérations de change sont répartis proportionnellement entre les séries en fonction de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Les charges directement attribuables à une série lui sont imputées directement.

Les parts rachetables d'une série peuvent être rachetées en tout temps contre un montant en trésorerie équivalant à la part proportionnelle de la valeur liquidative du Fonds attribuable à cette série. Les parts rachetables sont classées à titre de passif financier et sont évaluées à leur valeur de rachat, ou au coût amorti dans le cas des Fonds Clic objectif.

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables par part présentée dans l'état du résultat global représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables par série pour la période, divisée par le nombre moyen pondéré de parts de la série en circulation au cours de la période.

Les distributions aux détenteurs de parts rachetables sont comptabilisées dans l'état de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables.

Les titres de série FNB peuvent être rachetés n'importe quel jour de bourse, contre de la trésorerie, à un prix de rachat correspondant à 95 % du cours de clôture des titres à la date de rachat, sous réserve d'un prix maximum équivalant à la valeur liquidative par titre.

k) Participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées

Pour déterminer si un Fonds constitue une entité d'investissement, le gestionnaire peut être tenu de faire des jugements importants quant à savoir si le Fonds présente les caractéristiques typiques des entités d'investissement. Une entité d'investissement est une entité qui peut ne détenir qu'un seul placement (un fonds sous-jacent). Toutefois, conformément à la définition d'une entité d'investissement, le Fonds obtient principalement des fonds d'un ou de nombreux investisseurs, à charge pour eux de fournir à ceux-ci des services de gestion de placement, déclare à ses investisseurs qu'il a pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus de placement, et évalue et apprécie la performance de ses placements sur la base de la juste valeur.

Il a été déterminé que les fonds répondent à la définition d'entité d'investissement et qu'ils sont tenus de comptabiliser les placements dans ses entreprises associées, coentreprises et filiales à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les filiales constituent toutes les entités, y compris les placements dans d'autres entités d'investissement, sur lesquelles un fonds exerce un contrôle. Un fonds est réputé contrôler une entité lorsqu'il a droit à des rendements variables de par sa participation dans l'entité, et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité. Les Fonds sont des entités d'investissement et, à ce titre, elles comptabilisent leurs participations dans des filiales à la juste valeur par le biais du résultat net, le cas échéant. Les Fonds désignent également leurs placements dans des entreprises associées et des coentreprises à la juste valeur par le biais du résultat net.

l) Coûts de transactions

Les coûts de transactions liés aux placements sont passés en charges dans les états du résultat global au poste « Coûts de transactions » à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transactions sont des coûts marginaux directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un placement, qui comprennent les honoraires et commissions versés à des agents, à des conseillers et à des courtiers.

4. Nouvelles méthodes comptables et changements de méthodes comptables

L'IASB a publié une modification d'IAS 1 *Présentation des états financiers* le 23 janvier 2020. Cette modification touche le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et a uniquement une incidence sur la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non sur le montant des actifs, des passifs, des revenus ou des charges ou le moment auquel ils sont comptabilisés, ou sur les informations à fournir par les entités à leur égard. Elle s'appliquera rétrospectivement aux états financiers à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption par anticipation est permise. Après évaluation de cette modification, le gestionnaire a conclu que celle-ci n'a pas d'incidence sur les états financiers du Fonds.

5. Gestion des risques financiers

a) Méthodes et hypothèses utilisées pour établir la juste valeur des instruments financiers

Les informations concernant les instruments financiers doivent être présentées selon une hiérarchie qui classe les données d'entrée utilisées dans les méthodes servant à évaluer les actifs et les passifs à la date d'évaluation. La hiérarchie est établie afin de donner une priorité plus élevée aux cours non ajustés observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et une priorité plus faible aux données non observables lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles ou fiables. Les trois niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – évaluation fondée sur des données autres que les cours de marché visés au niveau 1, qui sont observables sur le marché en ce qui a trait à l'actif ou au passif, directement ou indirectement.

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées en grande partie sur des paramètres non observables sur le marché.

Les évaluations de la juste valeur des Fonds sont toutes récurrentes. Les instruments financiers sont classés au niveau 1 lorsque le titre ou l'instrument financier dérivé se négocie sur un marché actif et qu'un prix coté est

Notes générales aux états financiers

30 septembre 2024

(voir également les Notes supplémentaires aux états financiers - Information propre au Fonds)

disponible. Si un instrument financier de niveau 1 cesse d'être négocié sur un marché actif, il est reclassé dans un autre niveau. Dans ces cas, les instruments sont reclassés au niveau 2, sauf si l'évaluation de la juste valeur fait intervenir des données non observables importantes, auquel cas ils sont classés au niveau 3.

Les actifs investis sont comptabilisés à l'aide des méthodes décrites ci-après, et la hiérarchie des instruments financiers évalués à la juste valeur est présentée à la rubrique « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » de chaque Fonds.

i) *Actions*

Chaque action cotée est évaluée au prix de clôture publié par la bourse principale où elle est négociée ou, si aucun marché actif n'existe, la juste valeur est établie au moyen de méthodes d'évaluation qui analysent la juste valeur de l'actif net, et au moyen d'autres techniques se fondant sur des comparaisons aux données de référence, comme les indices boursiers. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le Gestionnaire détermine le point de l'écart acheteur-vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et des circonstances en cause.

ii) *Placements dans des fonds de référence*

Les placements dans des fonds de référence sont évalués à la juste valeur, laquelle correspond généralement à la valeur liquidative du fonds de référence à la date d'évaluation.

iii) *Obligations*

Les placements à revenu fixe, composés principalement d'obligations de gouvernements, d'obligations de sociétés, de titres adossés à des actifs, d'emprunts à terme, d'obligations à coupon zéro, d'obligations résiduelles et d'obligations municipales, mais qui peuvent aussi comprendre des titres adossés à des créances hypothécaires, des prêts, des débetures et d'autres titres de créance, sont évalués selon le cours moyen, lequel est obtenu de services d'évaluation indépendants ou de courtiers qui négocient ces titres. Les services d'évaluation tiennent compte du rendement ou du prix de titres à revenu fixe de qualité comparable, du coupon, de l'échéance et du type d'obligations ainsi que des prix fournis par les courtiers. Le calcul des intérêts attribués aux obligations à coupon zéro se fait selon la méthode de l'amortissement linéaire.

La valeur nominale et le prix de base des obligations à rendement réel sont indexés quotidiennement en fonction de l'inflation. Les intérêts sont accumulés chaque jour d'évaluation selon l'inflation ajustée au pair à cette date. La variation quotidienne de l'inflation ajustée au pair est considérée comme un revenu. À la date d'échéance, les obligations verseront leur dernier paiement d'intérêts du coupon en plus de l'inflation cumulée depuis la date d'émission d'origine.

Pour certaines obligations, aucun marché efficient ne s'est développé. Le Gestionnaire estime alors la juste valeur de ces placements selon des modèles d'évaluation qu'il juge appropriés dans les circonstances. L'évaluation est modélisée sur une base individuelle en fonction de la catégorie des actifs de référence, y compris les actifs traditionnels ou synthétiques.

iv) *Évaluation de titres non cotés et d'autres placements*

Lorsque les principes d'évaluation des placements décrits précédemment ne sont pas appropriés, la juste valeur est déterminée selon les meilleures estimations du Gestionnaire à l'aide de techniques d'évaluation établies. Ces techniques couvrent, entre autres, les titres qui ne sont plus négociés, les titres émis par des sociétés privées et les titres non liquides. La juste valeur de ces titres établie aux fins du calcul de l'actif net des Fonds attribuable aux détenteurs de parts rachetables peut différer des derniers cours acheteur et vendeur des titres.

Les placements en titres de capitaux propres portent sur les actions ordinaires, les bons de souscription et les actions privilégiées. Ces placements sont évalués en fonction de la dernière ronde de financement, des évaluations fournies par des tiers, des états financiers et des décotes de liquidité. Les placements en titres à revenu fixe sont évalués à la juste valeur en fonction des résultats d'exploitation et de la situation financière de la société. Le Gestionnaire évaluera la capacité de la société à respecter les clauses restrictives de nature financière, notamment sa capacité à effectuer les paiements d'intérêts et de capital, son besoin de financement et sa capacité à couvrir les montants des placements du Fonds au moyen de ses actifs. En plus des diverses méthodes d'évaluation utilisées, un nombre important d'hypothèses clés utilisées pour évaluer les titres de placements sont propres à chaque société émettrice de ces titres.

v) *Placements à court terme*

Les placements à court terme sont comptabilisés au cours moyen, à l'aide d'évaluations basées sur un système matriciel qui tient compte de facteurs comme le prix, les rendements et les échéances de titres de référence semblables. En ce qui a trait au Fonds marché monétaire, le coût des placements à court terme ainsi que les intérêts courus se rapprochent de leur juste valeur.

La différence entre la juste valeur totale et le coût total des titres, s'il y a lieu, mentionnée dans les paragraphes 5i) à 5v), correspond à « Placements : Variation nette de la plus-value (moins-value) latente ».

vi) *Trésorerie*

La trésorerie et le découvert bancaire sont comptabilisés au coût amorti.

vii) *Instruments financiers dérivés*

La juste valeur des contrats de change est déterminée en fonction d'une matrice des taux à terme. Ces derniers sont calculés à l'aide d'une interpolation linéaire. Si la matrice n'est pas disponible, les cours de marché des devises de référence sont utilisés.

Les options et les contrats à terme standardisés sont évalués à la valeur de marché chaque jour d'évaluation selon le gain ou la perte qui aurait été réalisé si les contrats avaient été disposés.

La différence entre la juste valeur et le coût des titres correspond à « Instruments financiers dérivés : Variation nette de la plus-value (moins-value) latente ».

viii) *Autres informations*

Si un titre de placement ne peut être évalué selon les critères énoncés ci-dessus ou ceux stipulés dans la réglementation sur les valeurs mobilières ou si le Gestionnaire juge, à tout moment, que les critères d'évaluation qu'il a adoptés, mais qui ne figurent pas dans la réglementation, sont inadéquats, le Gestionnaire utilise alors une évaluation qu'il considère juste dans les circonstances.

ix) *Établissement de la juste valeur*

Pour le calcul de la valeur liquidative, les Fonds ont adopté l'évaluation à la juste valeur dans le but de prévenir un trop grand nombre d'opérations à court terme sur les titres des Fonds et de limiter les possibilités d'anticipation du marché. L'évaluation à la juste valeur vise à fournir une valeur liquidative plus exacte en apportant des ajustements aux prix cotés ou publiés des actions qui ne sont pas nord-américaines, en fonction des événements importants qui se produisent entre la clôture qui a lieu le plus tôt sur les marchés autres que ceux de l'Amérique du Nord et le moment de l'établissement de la valeur liquidative. Ainsi, la juste valeur des actions aux fins du calcul de la valeur liquidative des Fonds peut différer du cours de clôture des actions.

Notes générales aux états financiers

30 septembre 2024

(voir également les Notes supplémentaires aux états financiers - Information propre au Fonds)

b) Risques financiers

Les activités de placement du Fonds l'exposent à divers risques financiers comme le risque de crédit, le risque de concentration, le risque de liquidité et le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix). La valeur des placements du portefeuille d'un Fonds peut fluctuer quotidiennement et refléter l'évolution des taux d'intérêt, de la conjoncture économique, des marchés et de l'information relative aux émetteurs de certains titres détenus dans les Fonds. L'inventaire du portefeuille regroupe les titres par types d'actifs, par régions géographiques et par segments de marchés. Le niveau de risque dépend des objectifs et de la stratégie de placement de chaque Fonds.

Le Gestionnaire contrôle les effets négatifs potentiels des risques financiers sur le rendement de chaque Fonds en embauchant et en supervisant des conseillers en valeurs professionnels et chevronnés qui revoient régulièrement les positions du Fonds, surveillent l'évolution des marchés et diversifient les placements de chaque portefeuille conformément aux lignes directrices en matière de placement.

L'approche globale de gestion du risque de chaque Fonds comprend l'encadrement des activités de placement ainsi que le suivi et le contrôle du respect de la stratégie de placement de chaque Fonds et de la réglementation sur les valeurs mobilières.

Parts du fonds de référence

Certains Fonds peuvent investir dans des parts d'autres fonds de placement (les « fonds de référence ») dont les politiques de placement autorisent des placements dans des instruments comme les obligations, les actions ou même d'autres parts de fonds. Certains passages de l'« Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » présentent de l'information sur les fonds de référence, s'il y a lieu. Il incombe au Gestionnaire de chaque fonds de référence de s'assurer que les placements respectent la politique de placement du Fonds. Ces placements sont présentés dans l'inventaire du portefeuille.

i) *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'un Fonds subisse une perte financière si une contrepartie ou un débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements envers le Fonds. Le risque de crédit maximal associé aux instruments financiers correspond à la valeur comptable des instruments financiers présentée dans les états de la situation financière.

Le risque de crédit peut aussi survenir lorsqu'il y a concentration de placements dans des entités qui exercent des activités semblables, qui sont issues du même secteur d'activité ou de la même région géographique ou lorsqu'un placement important est effectué dans une seule entité. Le risque de crédit est présenté à la rubrique « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » de chaque Fonds.

La stratégie de placement de chaque Fonds vise à limiter ce risque en assurant une diversification judicieuse, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant des émetteurs de qualité relativement élevée. Les Fonds investissent dans des actifs financiers qui sont généralement de qualité supérieure selon la notation établie par une agence de notation reconnue. La juste valeur des instruments de créance tient compte de la solvabilité de l'émetteur et représente l'exposition maximale des Fonds au risque de crédit.

Toutes les transactions sur des titres cotés en bourse sont réglées et payées à la livraison par l'entremise de courtiers approuvés. Le risque de défaillance est jugé minime, puisque la livraison des titres vendus est effectuée seulement lorsque le courtier a reçu le paiement. Le paiement de l'achat est effectué une fois que le courtier a reçu les titres. L'opération échoue si une des parties ne respecte pas ses obligations.

Afin de surveiller la qualité de crédit des titres de créance sous-jacents « non notés », le gestionnaire de placements réalise sa propre évaluation de crédit au moyen de recherches internes pour une variété d'instruments qui ne sont pas notés par les agences publiques. Il évalue les principales données financières des émissions et les caractéristiques structurelles des instruments afin de calculer une notation implicite pour chacun des placements. La majorité des titres non notés évalués par le gestionnaire de placements ont une notation équivalente à la notation BBB. La notation BBB est la notation la plus basse que peut avoir une obligation de catégorie investissement. Une obligation de catégorie investissement est considérée comme un titre ayant un risque de défaut relativement faible.

ii) *Risque de concentration*

Le risque de concentration est le risque résultant du fait que les positions du Fonds sont essentiellement soit d'un même emplacement géographique, d'un même type de produit, d'un même secteur d'activité ou d'une même catégorie de contrepartie, et sont touchées de façon semblable par les changements dans les conditions économiques ou d'autres conditions. La stratégie de placement du Fonds vise à réduire ce risque par une bonne diversification de ses positions.

iii) *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'entend du risque qu'un Fonds éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers au moment approprié et selon des conditions raisonnables. L'exposition de chaque Fonds au risque de liquidité est concentrée dans le rachat quotidien de parts en trésorerie. Le risque de liquidité est géré en investissant la majorité des actifs du Fonds dans des placements qui se négocient sur un marché actif et dont on peut facilement se départir. De plus, les Fonds conservent suffisamment de trésorerie et de placements à court terme pour maintenir un niveau de liquidité suffisant pour financer les rachats. Chaque Fonds peut également emprunter jusqu'à 5 % de sa valeur liquidative pour financer les rachats.

Les parts rachetables sont rachetables sur demande au gré du détenteur. Cependant, le Gestionnaire ne s'attend pas à ce que l'échéance contractuelle présentée à la rubrique « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » de chaque Fonds soit représentative des sorties de fonds réelles, puisque les détenteurs de ces instruments les conservent habituellement plus longtemps.

Certains Fonds peuvent investir dans des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs et qui peuvent être illiquides. Ces placements, qui comprennent les placements privés (actions et obligations), sont présentés dans l'inventaire du portefeuille.

La récente escalade du conflit russo-ukrainien a entraîné une guerre, l'imposition de sanctions économiques et une forte augmentation de la volatilité et de l'incertitude dans les marchés financiers. Il est difficile de prévoir la durée du conflit, des sanctions économiques, de la volatilité des marchés et de l'incertitude qui y est liée, ainsi que des mesures supplémentaires qui pourraient être prises par les gouvernements et quel pourrait être leur impact sur les économies, les entreprises et les marchés financiers mondiaux. Bien que la situation reste imprévisible, le gestionnaire continue de suivre son évolution et son impact sur les Fonds. Au 30 septembre 2024 et au 31 mars 2024, certains Fonds n'avaient pas investi en Russie, d'autres n'y avaient placé que 1 % de leur actif net.

iv) *Risque de marché*

a) *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier portant intérêt fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt. Les Fonds sont exposés au risque que la valeur de ces instruments financiers varie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. Les fluctuations des taux

Notes générales aux états financiers

30 septembre 2024

(voir également les Notes supplémentaires aux états financiers - Information propre au Fonds)

d'intérêt ont peu d'incidence sur la trésorerie ou les placements à court terme, ceux-ci étant investis aux taux d'intérêt du marché à court terme et souvent détenus jusqu'à l'échéance. Le risque de taux d'intérêt est présenté à la rubrique « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » de chaque Fonds.

La stratégie de placement de chaque Fonds vise à limiter ce risque en assurant une diversification judicieuse, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant des émetteurs de qualité relativement élevée.

b) Risque de change

Certains Fonds peuvent investir dans des actifs monétaires et non monétaires libellés dans des monnaies autres que le dollar canadien. Ces placements entraînent un risque de change, lequel correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Les Fonds peuvent conclure des contrats de change pour réduire le risque de change. L'analyse de sensibilité est présentée à la rubrique « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » de chaque Fonds.

c) Risque de prix

Le risque de prix s'entend du risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier découlant des variations des cours du marché (autres que celles associées au risque de taux d'intérêt ou de change), qu'elles soient causées par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leur émetteur ou par des facteurs touchant tous les instruments financiers semblables négociés sur un marché. Tout placement présente un risque de perte en capital. Le conseiller en valeurs du Fonds cherche à atténuer ce risque au moyen d'une sélection et d'une diversification attentives des titres et des autres instruments financiers tout en respectant les objectifs et la stratégie de placement du Fonds. À l'exception des instruments financiers dérivés, le risque maximal associé aux instruments financiers correspond à leur juste valeur. L'ensemble des positions du Fonds sont revues quotidiennement par le conseiller en valeurs du Fonds.

Les détails de la sensibilité aux prix du Fonds sont présentés à la rubrique « Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » de chaque Fonds.

v) Risque lié à la transition hors du LIBOR

Le risque lié à la transition hors du LIBOR est le risque découlant de l'anticipation de l'abandon du LIBOR. Certains instruments détenus par les Fonds sont liés d'une manière ou d'une autre au LIBOR. Bien que de plus en plus de détails soient connus sur le processus de transition hors du LIBOR à l'approche de la date anticipée de suppression de ce taux, l'incertitude demeure concernant la nature du taux qui le remplacera. De plus, tout effet potentiel de la suppression du LIBOR sur les Fonds ou sur certains instruments dans lesquels les Fonds investissent peut être difficile à déterminer. Le processus de transition pourrait entraîner, entre autres, une hausse de la volatilité ou de l'illiquidité dans les marchés des instruments qui reposent actuellement sur le taux LIBOR ainsi qu'une diminution de la valeur de certains instruments détenus par les Fonds. L'impact de cette transition, le cas échéant, se fera sentir dans la variation de la juste valeur des placements et ne devrait pas être significatif pour le Fonds.

Veuillez vous référer à l'« Analyse de la gestion des risques liés aux instruments financiers » qui décrit les risques propres à chacun des Fonds.

c) Placements dans des entités structurées non consolidées

Chaque Fonds a déterminé que ses placements dans des fonds de référence sont considérés comme des placements dans des entités structurées non

consolidées. Certains Fonds peuvent investir dans des fonds de référence pour atteindre leurs objectifs de placement et appliquer diverses stratégies de placement pour atteindre leurs objectifs.

Les placements d'un Fonds dans des fonds de référence sont exposés au risque de prix découlant de l'incertitude entourant la valeur future de ces fonds de référence.

Le risque maximal de perte auquel un Fonds est exposé du fait de ses placements dans des fonds de référence correspond à la valeur comptable totale de ces placements.

Certains Fonds peuvent investir dans des titres adossés à des créances hypothécaires ou d'autres titres adossés à des actifs. Il peut s'agir de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, de titres adossés à des actifs, des titres garantis par des créances ou d'autres titres représentant, directement ou indirectement, une participation dans, ou garantis par et à verser sur, des emprunts hypothécaires immobiliers. Les titres adossés à des créances hypothécaires sont issus du regroupement de prêts hypothécaires résidentiels ou commerciaux, tandis que les titres adossés à des actifs sont composés de différents types d'actifs, comme des prêts automobiles, des créances sur cartes de crédit, des prêts sur l'avoir net foncier ou des prêts étudiants. Les Fonds comptabilisent ces placements à la juste valeur. La juste valeur de ces titres, présentée dans l'inventaire du portefeuille, représente le risque de perte maximal à la date des états financiers.

d) Compensation des actifs et des passifs financiers

Certains Fonds peuvent investir dans des instruments financiers dérivés aux termes d'un accord-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA). Cet accord exige des garanties de la part de la contrepartie ou des Fonds. Le montant des actifs à donner en garantie est fonction de la fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La juste valeur est surveillée quotidiennement. Les actifs mis en garantie par les Fonds peuvent comprendre, entre autres, de la trésorerie, des bons du Trésor et des obligations du gouvernement du Canada. Les Fonds peuvent recevoir des actifs de leur contrepartie à titre de garantie. Selon les conditions stipulées à l'annexe de soutien au crédit de l'ISDA, les Fonds peuvent être autorisés à vendre ou à redonner en garantie les actifs qu'ils ont reçus. De plus, en vertu de l'accord-cadre de l'ISDA, les Fonds détiennent un droit de compensation en cas de défaillance, d'insolvabilité, de faillite ou d'autres résiliations par anticipation.

6. Contrats de change

La liste qui suit énumère les abréviations utilisées dans les tableaux des contrats de change inclus dans les « Notes supplémentaires – Information propre au Fonds ». Cette liste vise les Fonds ayant conclu des contrats de change :

AUD – Dollar australien; ARS – Peso argentin; BMD – Dollar des Bermudes; BRL – Réal brésilien; CAD – Dollar canadien; CHF – Franc suisse; CLP – Peso chilien; CNH – Yuan chinois; CNY – Yuan chinois; COP – Peso colombien; CZK – Couronne tchèque; DKK – Couronne danoise; EGP – Livre égyptienne; EUR – Euro; GBP – Livre sterling; GHS – Cedi du Ghana; HKD – Dollar de Hong Kong; HUF – Forint hongrois; IDR – Roupie indonésienne; ILS – Nouveau shekel israélien; INR – Roupie indienne; JPY – Yen japonais; KES – Shilling kényan; KRW – Won sud-coréen; KZT – Tenge kazakh; MXN – Peso mexicain; MYR – Ringgit malais; NGN – Naira nigérien; NOK – Couronne norvégienne; NZD – Dollar néo-zélandais; PEN – Sol péruvien; PHP – Peso philippin; PLN – Zloty polonais; RON – Leu roumain; RUB – Rouble russe; SEK – Couronne suédoise; SGD – Dollar de Singapour; THB – Baht thaïlandais; TRY – Livre turque; TWD – Nouveau dollar taïwanais; USD – Dollar américain; UYU – Peso uruguayen; ZAR – Rand sud-africain.

7. Opérations avec des parties liées

a) Frais de gestion

Chaque série des Fonds, à l'exception de la série I, de la série O et de la série V, verse des frais de gestion annuels au Gestionnaire, lesquels sont calculés selon la valeur liquidative quotidienne de chaque série et payables chaque mois à terme échu, plus les taxes applicables, tel que décrit dans la section Frais de gestion des « Notes supplémentaires-Information propre au Fonds ».

L'épargnant ou le Gestionnaire, et non le Fonds, doit négocier et payer directement les frais de gestion pour les parts des séries I, O et V. Ces frais ne peuvent dépasser les frais de gestion pour les parts des séries A ou T du Fonds.

L'épargnant, et non le Fonds, doit payer directement les frais de gestion pour les parts de série P, lesquels ne peuvent dépasser les frais de gestion pour les parts de série E de ce Fonds. Les frais de gestion pour la série P sont réglés au moyen d'un rachat de parts de série P détenues par l'épargnant.

Le gestionnaire peut réduire les frais de gestion réels que doivent payer certains détenteurs de parts en faisant en sorte que les Fonds versent à ces détenteurs de parts une distribution, de façon à ce que les frais de gestion réels correspondent aux taux ciblés. Si nous réduisons en partie les frais de gestion, un Fonds versera un montant égal à la réduction soit sous forme de distribution spéciale (une « distribution de frais de gestion », dans le cas des fonds constitués en fiducie), soit sous forme de remise directe (dans le cas des fonds constitués en société). Les distributions de frais de gestion ou les remises sont réinvesties dans des titres supplémentaires d'un Fonds et ne sont pas versées en espèces aux investisseurs.

Les charges à payer présentées dans les états de la situation financière, le cas échéant, sont composées de frais d'opérations entre parties liées, soit de gestion et d'administration à taux fixe.

À son entière discrétion, le Gestionnaire peut renoncer aux frais de gestion payables par les Fonds ou absorber les charges engagées par ces Fonds. Le Gestionnaire peut, en tout temps, mettre fin aux renoncements et aux paiements, mais il peut les poursuivre jusqu'à ce que les Fonds aient atteint une importance suffisante pour prendre en charge raisonnablement tous les frais de gestion et les charges engagées dans le cadre de leurs activités. Même si les renoncements et les absorptions se poursuivent, leur montant peut varier de temps à autre.

Afin d'éviter le dédoublement des frais de gestion, si un Fonds investit directement dans un Fonds de référence géré par IA Clarington ou une société affiliée, il peut acheter des titres de série I (ou l'équivalent) du Fonds de référence et aucuns frais de gestion ni frais fixes ne seront imputés à l'égard de ces titres. Toutefois, si des titres de série I (ou l'équivalent) ne sont pas achetés dans ces circonstances, nous veillerons à ce qu'il n'y ait pas de dédoublement des frais de gestion. De plus, si un Fonds investit dans un autre fonds commun de placement, il ne paiera pas de frais d'acquisition ni de frais de rachat en double pour l'achat ou le rachat de titres du Fonds de référence.

b) Frais d'administration à taux fixe et frais d'exploitation

i) *Pour tous les Fonds, sauf le Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington*

Le Gestionnaire paie les frais d'exploitation de chaque Fonds, autres que les « frais du Fonds » (définis ci-après) (les « dépenses d'exploitation »), en retour du paiement par chaque Fonds de frais d'administration annuels à taux fixe (les « frais d'administration ») pour chaque série d'un Fonds, sauf pour le Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington.

Les frais d'administration correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative de chaque série d'un Fonds. Ils sont calculés et payés de la même façon que le sont les frais de gestion du Fonds en question. Les frais d'exploitation payables par le Gestionnaire comprennent, sans toutefois s'y limiter, les honoraires d'audit, les frais de comptabilité des fonds, les frais liés à l'agent des transferts et à la tenue des registres, les droits de garde, les frais administratifs et les frais pour les services de fiduciaire liés aux régimes fiscaux enregistrés, les frais d'impression et de diffusion des prospectus, des notices annuelles, des aperçus du fonds et des documents d'information continue, les frais juridiques, les coûts liés à la communication aux détenteurs de titres et les droits de dépôt de documents exigés par la réglementation. Le Gestionnaire n'est pas tenu de payer d'autres coûts, frais, honoraires ou droits, y compris ceux découlant de nouvelles exigences gouvernementales ou réglementaires concernant les coûts, frais, honoraires et droits mentionnés précédemment. Les programmes de rémunération des courtiers et les frais de publicité, de commercialisation et de promotion sont pris en charge par le Gestionnaire.

En plus des frais d'administration à taux fixe, les Fonds sont également tenus de payer certaines dépenses, les « frais du Fonds », qui comprennent les frais, les coûts et dépenses liés aux taxes et impôts, les coûts liés aux emprunts et intérêts, les frais des membres du conseil, les frais relatifs aux assemblées des détenteurs de titres, les frais du comité d'examen indépendant ou autres comités de direction, les coûts associés au respect de toutes les exigences gouvernementales et réglementaires imposées le ou après le 20 juin 2013 (incluant les dépenses d'exploitation connexes), et tout nouveau type de coût, de dépense ou de frais non engagé avant le 20 juin 2013, y compris les frais découlant des exigences gouvernementales ou réglementaires liées aux dépenses d'exploitation ou à des services externes qui n'étaient habituellement pas exigés au sein de l'industrie canadienne des fonds communs au 20 juin 2013. Le Gestionnaire peut, au cours de certaines années et dans certains cas, payer une partie des frais d'administration à taux fixe ou des frais du Fonds d'une série. La décision de prendre en charge les frais d'administration à taux fixe ou les frais du Fonds, ou une partie de ceux-ci, est examinée tous les ans et est prise à l'appréciation du Gestionnaire, sans avis aux détenteurs de titres.

ii) *Pour le Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington*

Le Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington est responsable du paiement de toutes les dépenses liées à ses opérations et à ses activités. Cela inclut, sans toutefois s'y limiter, les honoraires juridiques, d'audit et de garde, les impôts, les frais de courtage, les frais financiers, les dépenses d'exploitation et les frais administratifs ainsi que divers autres frais et charges. Le Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington est responsable des frais, charges et dépenses liés aux rapports financiers ou autres et aux prospectus requis pour le placement de titres. Le Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington est également responsable de ses frais d'exploitation, qui sont calculés et comptabilisés quotidiennement en fonction de sa valeur liquidative moyenne. Le gestionnaire paie ces frais d'exploitation pour le compte du Fonds d'exposition aux actions mondiales IA Clarington, à l'exception de certaines charges, comme les frais financiers et les impôts, et le Fonds le rembourse par la suite. Les programmes de rémunération des courtiers et les frais de publicité, de commercialisation et de promotion sont pris en charge par le Gestionnaire.

Le Fonds IA Clarington d'exposition aux actions mondiales ne paie pas de frais de gestion au gestionnaire. Les frais de gestion sont plutôt payés par l'épargnant. Comme les Fonds Clic objectif investissent dans le Fonds IA Clarington d'exposition aux actions mondiales et que Placements IA Clarington inc. est le gestionnaire du Fonds IA Clarington d'exposition aux

Notes générales aux états financiers

30 septembre 2024

(voir également les Notes supplémentaires aux états financiers - Information propre au Fonds)

actions mondiales et des Fonds Clic objectif, aucun frais de gestion n'est payable par les Fonds Clic objectif.

Le Fonds IA Clarington d'exposition aux actions mondiales offre uniquement des séries institutionnelles de parts destinées exclusivement à d'autres fonds communs de placement ou à des investisseurs institutionnels. Les parts du Fonds IA Clarington d'exposition aux actions mondiales sont détenues uniquement par les Fonds Clic objectif.

c) Courtiers

Certains Fonds ont conclu ou peuvent conclure des conventions de courtier standards avec iA Gestion privée de patrimoine inc. (auparavant, Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc.), une filiale de l'Industrielle Alliance et une société liée.

d) Autres opérations avec des parties liées

Conformément à la législation en valeurs mobilières applicable, les Fonds peuvent s'appuyer sur les instructions permanentes du comité d'examen indépendant (CEI) pour effectuer les transactions suivantes :

- i) *négocier des titres d'IA Société financière inc.;*
- ii) *investir dans des titres pendant la période où un courtier qui est une partie liée agit à titre de preneur ferme pour ces titres, ou 60 jours après la fin de cette période;*
- iii) *acheter des titres auprès d'un autre fonds d'investissement géré par IA Clarington, ou lui vendre des titres.*

Les instructions permanentes applicables exigent que ces transactions soient effectuées conformément aux politiques d'IA Clarington et qu'IA Clarington informe le CEI de toute violation importante des instructions permanentes. Les politiques d'IA Clarington exigent que les décisions de placement reflètent l'appréciation professionnelle du gestionnaire de portefeuille sans considération autre que l'intérêt des Fonds..

8. Parts rachetables

Les parts rachetables de chaque Fonds sont gérées conformément aux objectifs de placement décrits dans le prospectus du Fonds. Chaque Fonds cherche à atteindre ses objectifs de placement, tout en gérant sa liquidité afin de pouvoir honorer les demandes de rachat. Les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux détenteurs de parts rachetables présentent les variations touchant les parts rachetables de chaque Fonds pendant les périodes visées.

Les parts rachetables autorisées de chaque série des Fiducies se composent d'un nombre illimité de parts sans valeur nominale.

Les parts d'une série d'une fiducie sont rachetables au gré du détenteur, conformément à la déclaration de fiducie, à la valeur liquidative courante de la série.

Les parts de chaque Fonds sont présumées être des passifs financiers, en raison de la structure à séries multiples de chaque Fonds et du fait que chaque série a des caractéristiques différentes. Les parts en circulation des Fonds comportent une obligation contractuelle de distribuer le revenu net et les gains en capital nets réalisés annuellement (en trésorerie si le détenteur de parts le demande). Par conséquent, l'obligation de rachat n'est pas la seule obligation contractuelle liée aux parts. Les parts rachetables en circulation du Fonds sont classées comme des passifs financiers conformément aux exigences de la norme IAS 32 *Instruments financiers : Présentation*.

Les frais d'achat et de rachat imputés aux détenteurs de parts des séries A, B, B5, T4, T5, T6, T8, X, X5, X8 et Y d'une fiducie diffèrent selon l'option d'achat. Il

peut s'agir de frais prélevés à l'acquisition et payables au courtier ou de frais prélevés au rachat payables au Gestionnaire. Le Gestionnaire facture également des frais de gestion aux séries.

Les parts de série DA et de série DF sont offertes aux investisseurs qui investissent des sommes d'au moins 1 000 \$. Le gestionnaire facture également des frais de gestion aux séries.

Les parts de séries E, E4, E5, E6, E8, EX, EX5 et EX6 sont offertes aux investisseurs qui investissent au moins 100 000 \$. Le Gestionnaire facture également des frais de gestion aux séries.

Les détenteurs de parts des séries EF, EF4, EF5, EF6, F, F4, F5, F6, F8, FX, FX5, FX6 et W d'une fiducie ne paient pas de commission de vente à l'achat, ni de frais de rachat au moment du rachat. Les investisseurs versent à leur courtier des frais annuels dont le montant est négocié avec celui-ci, en contrepartie de conseils en placement et d'autres services. Le Gestionnaire facture également des frais de gestion aux séries.

Les détenteurs de parts des séries I, O et V d'une fiducie ne paient pas de commission à l'achat ou de frais de rachat. Ils négocient plutôt des frais distincts qu'ils versent directement au Gestionnaire. Aucuns frais de gestion ne sont imputés aux Fonds pour les parts de séries I, O et V.

Les courtiers des détenteurs de parts de séries L, L4, L5, L6, L8, LX et LX5 paient des frais de rachat au Gestionnaire. Le Gestionnaire facture également des frais de gestion aux séries. Ces séries ne sont plus offertes. À la date d'expiration des frais de rachat, les investisseurs de ces séries seront transférés vers une option d'entrée d'une autre série.

Les parts de séries P, P4, P5 et P6 sont offertes aux investisseurs qui investissent au moins 100 000 \$. Les investisseurs paient directement au Gestionnaire des frais de gestion établis selon le montant de leur investissement. Aucuns frais de gestion ne sont imputés aux Fonds pour les parts de séries P, P4, P5 et P6.

En raison de changements réglementaires, les séries A, T4, T5, T6, T8, T10, X, X5 et Y désormais exclues des souscriptions dans le cadre de l'option de frais d'acquisition reportés et de l'option des frais d'acquisition modiques.

Les frais de gestion demandés par le Gestionnaire à chaque Fonds pour toutes les parts autres que celles des séries I, O et V sont répertoriés dans les « Notes supplémentaires-Information propre au Fonds ».

Un Fonds peut émettre des séries qui offrent des distributions mensuelles. Les distributions mensuelles sont généralement composées de revenu net et/ou de remboursement de capital. Les distributions peuvent être réinvesties dans des parts supplémentaires ou versées en espèces. Les distributions du Fonds sur les titres de série FNB seront des distributions en trésorerie. Si vous souscrivez des titres de série FNB la veille de la date de clôture des registres pour les distributions, vous n'aurez pas droit au versement des distributions sur ces titres.

9. Rabais de courtage

En plus de servir à payer le coût des services de courtage relatifs aux opérations sur titres, les commissions versées à certains courtiers peuvent également servir à couvrir les services de recherche fournis au gestionnaire de placements. La valeur des services de recherche inclus dans les commissions payées par les Fonds à ces courtiers figure dans les « Notes supplémentaires-Information propre au Fonds ».

10. Prêt de titres

Certains Fonds peuvent conclure des opérations de prêt de titres. Ces opérations seront utilisées conjointement avec d'autres stratégies de placement afin d'enregistrer de meilleurs rendements. Le risque de crédit lié aux opérations de prêt de titres est limité par le fait que la valeur de la trésorerie ou des titres détenus comme garantie par les Fonds, en relation avec ces opérations, est d'au moins 105 % de la juste valeur des titres prêtés, à l'exception des prêts de titres américains ou de titres à revenu fixe mondiaux, pour lesquels le pourcentage applicable sera de 102 %. Ce montant est déposé par l'emprunteur auprès d'un agent de prêt jusqu'à ce que le titre sous-jacent soit rendu aux Fonds afin de répondre au risque de défaillance de la contrepartie ou d'insuffisance de la garantie. La juste valeur des titres prêtés est surveillée quotidiennement, la garantie additionnelle étant obtenue ou remboursée selon les fluctuations des valeurs marchandes. Le Fonds a pour pratique d'obtenir une garantie de l'agent de prêt pour couvrir tout défaut de la contrepartie, y compris l'insuffisance de la garantie. Le revenu des prêts de titres est présenté séparément dans l'état du résultat global.

11. Impôts sur le revenu

Les Fonds répondent à la définition de fiducie de fonds commun de placement, de quasi-fiducie de fonds commun de placement ou de fiducie d'investissement à participation unitaire en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « Loi de l'impôt ») et, par conséquent, ne sont pas assujettis à l'impôt sur la partie de leur revenu net de placement, y compris le montant net des gains réalisés, qui est distribué aux détenteurs de parts. Ce revenu distribué est imposable dans les mains des détenteurs de parts. Pour les fiducies de fonds communs de placement, l'impôt sur le montant net des gains en capital réalisés est généralement recouvrable au fur et à mesure des rachats en vertu des dispositions sur le remboursement contenues dans la Loi de l'impôt. Aucune charge d'impôts sur le revenu n'a été inscrite dans ces états financiers puisque suffisamment de revenu et de gains nets en capital réalisés ont été distribués aux détenteurs de parts. Si un Fonds ne répond pas à la définition de fiducie de fonds commun de placement de la Loi de l'impôt au cours d'une année d'imposition, le Fonds i) pourrait être assujéti en vertu de la Loi à l'impôt minimum de remplacement, ii) ne serait pas admissible au remboursement au titre des gains en capital en vertu de la Loi pour l'année en question, iii) pourrait être soumis aux dispositions de la Loi sur les « biens évalués à la valeur du marché » décrites ci-dessous et iv) pourrait être assujéti à un impôt spécial mentionné dans la partie XII.2 de la Loi de l'impôt, et décrit ci-dessous, pour l'année en question.

Si un Fonds ne répond pas à la définition de fiducie de fonds commun de placement et que plus de 50 % des parts (calculé selon la juste valeur de marché) sont détenues par au moins un porteur de parts qui est considéré comme une « institution financière » selon les règles spéciales sur les « biens évalués à la valeur du marché » de la Loi de l'impôt, le Fonds sera alors considéré comme une institution financière conformément à ces règles spéciales. En conformité avec ces règles, le Fonds devra comptabiliser au moins une fois par année les gains et les pertes cumulés de certains types de titres de créance et d'actions détenus au poste « Revenus ». Il devra aussi se conformer à des règles spéciales concernant l'inclusion des revenus provenant de ces titres. Les revenus découlant de ce traitement seront compris dans les montants à distribuer aux porteurs de parts. Dans le cas où plus de 50 % des parts du Fonds cesseraient d'être détenues par des institutions financières, l'année d'imposition du Fonds devra prendre fin immédiatement avant que cette situation survienne, et les gains et les pertes comptabilisées avant ce moment seront considérés comme étant réalisés par le Fonds et seront distribués aux porteurs de parts. Une nouvelle année

d'imposition débutera alors pour le Fonds. Pour cette année et les suivantes, les règles spéciales sur les « biens évalués à la valeur du marché » ne s'appliqueront plus à ce Fonds, et ce, tant que pas plus de 50 % des parts du Fonds sont détenues par des institutions financières.

Si, à n'importe quel moment au cours d'une année, un porteur de parts d'un Fonds qui ne répond pas à la définition de fiducie de fonds commun de placement de la Loi de l'impôt au cours de cette année est un « bénéficiaire étranger ou assimilé », le Fonds devra verser un impôt spécial correspondant à 40 % de son « revenu de distribution » conformément à la partie XII.2 de la Loi de l'impôt et au sens de cette loi. Les « bénéficiaires étrangers ou assimilés » comprennent les non-résidents, et le « revenu de distribution » comprend les gains en capital imposables provenant de dispositions tirées de « biens canadiens imposables » ainsi que le revenu provenant d'entreprises exploitées au Canada (y compris, s'il y a lieu, les gains sur certains instruments dérivés). Un Fonds assujéti à l'impôt selon la partie XII.2 de la Loi de l'impôt peut désigner un bénéficiaire afin que les porteurs de parts qui ne sont pas des bénéficiaires étrangers ou assimilés reçoivent un crédit d'impôt pour la part qui leur est attribuable de l'impôt payé par le Fonds conformément à la partie XII.2 de la Loi de l'impôt.

Le Fonds IA Clarington d'exposition aux actions mondiales, le Fonds IA Clarington Inhance PSR actions mondiales, le Fonds IA Clarington mondial macro Avantage, le Fonds IA Clarington mondial à revenu fixe Avantage et le Fonds IA Clarington mondial d'actions Avantage sont des fiducies de placement à participation unitaire, et le Portefeuille IA Clarington Inhance PSR prudent, le Fonds IA Clarington Inhance PSR de petites capitalisations mondiales et le Fonds IA Clarington Loomis international de croissance sont considérés comme des quasi-fiducies de fonds communs de placement.

À la fin de l'année d'imposition, le 31 décembre 2023, les Fonds affichaient des pertes en capital et des pertes autres qu'en capital pouvant être reportées aux fins de l'impôt sur le revenu, comme il est présenté dans les « Notes supplémentaires – Information propre au Fonds ». Les pertes autres qu'en capital expirent aux dates indiquées. Les pertes en capital peuvent être reportées indéfiniment et portées en déduction de gains en capital futurs.

Le revenu des placements détenus par les Fonds peut être soumis à des retenues d'impôts dans des territoires autres que ceux des Fonds, en fonction des exigences du pays d'origine. Le cas échéant, les retenues d'impôt sont présentées à un poste distinct de l'état du résultat global.

En règle générale, les gains et les pertes résultant de l'utilisation d'instruments dérivés et des opérations de ventes à découvert seront réalisés à titre de revenu et non à titre de capital. Toutefois, les gains et les pertes réalisés sur les options d'achat couvertes et les ventes à découvert de « titres canadiens » sont des gains et des pertes en capital. Cependant, si un fonds commun de placement a recours aux dérivés comme couverture pour limiter ses gains ou ses pertes sur un actif précis ou un groupe d'actifs, les gains et les pertes provenant de ces dérivés sont généralement des gains ou des pertes en capital. Dans certaines circonstances, les pertes subies par les Fonds en fiducie (particulièrement les structures de fonds de fonds) peuvent être suspendues ou restreintes. Par conséquent, elles ne peuvent pas être utilisées pour protéger les gains en capital.

PLACEMENTS IA CLARINGTON INC.

Bureau administratif : 26, rue Wellington Est, bureau 600 • Toronto (Ontario) • M5E 1S2 • 1 888 860-9888
Siège social : 1080, Grande Allée Ouest • case postale 1907, succursale Terminus • Québec (Québec) • G1K 7M3

courriel : info@iaclarington.com • www.iaclarington.com